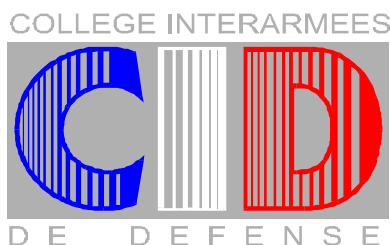


COLLEGE INTERARMEES DE DEFENSE  
GROUPEMENT ENSEIGNEMENT GENERAL  
CYCLE GEOPOLITIQUE ET STRATEGIE



# Géopolitique des nouvelles républiques ex-soviétiques d'Asie centrale

Mémoire de géopolitique

du Chef de bataillon Eric JEANNEQUIN

dans le cadre du séminaire

“Géopolitique et identités ethno-culturelles”

Directeur : Monsieur Yves PLASSERAUD

Avril 2001

## FICHE DOCUMENTAIRE

1. Géopolitique des nouvelles républiques ex-soviétiques d'Asie centrale
2. Chef de bataillon (terre) Eric JEANNEQUIN
3. 2 avril 2001
4. Division A
5. Mémoire de géopolitique
6. Devenues indépendantes en 1991 avec la dislocation de l'URSS, les cinq républiques musulmanes d'Asie centrale sont devenues un enjeu majeur de la géopolitique de la région eurasiatique. Enjeu économique avec la présence de gisements pétroliers et gaziers importants, enjeu stratégique car lieu d'affrontement potentiel entre la Russie, le monde occidental et le monde musulman. C'est enfin une zone à risques avec des dangers de tensions ethniques et de dérive islamique.
7. Mots clés : URSS, Asie centrale, Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizstan, Turkménistan, Tadjikistan, Caspienne, islam.

## Sommaire

### Partie I :

#### Aperçu historique

L'Asie centrale avant l'implantation de la Russie

La période russe puis soviétique

L'affirmation nationale

### Partie II :

#### Etat des lieux actuel

L'accès à l'indépendance

Aperçu général des nouvelles républiques

### Partie III :

#### L'islam

Une empreinte inégale

L'islam de la période soviétique

La situation actuelle

Vers une radicalisation islamiste?

### Partie IV :

Un nouveau champ d'affrontement des grandes puissances

Les enjeux économiques

Les enjeux géostratégiques

## Introduction

En 1991, à la suite de la proclamation des indépendances des anciennes républiques soviétiques, l'Asie centrale est réapparue dans le champ stratégique, après environ soixante-dix années d'absence.

L'expression "Asie centrale" s'applique à l'une des grandes régions du continent asiatique. Lieu de rencontre d'une multitude de peuples et de cultures, cette région varie considérablement selon qu'on la définit en fonction de critères géographiques, linguistiques ou politiques.

Sous l'ère soviétique, le terme d'Asie centrale regroupait quatre républiques : Turkménistan, Ouzbékistan, Kirghizstan et Tadjikistan (ancienne Transoxiane<sup>1</sup>). Il faut y ajouter le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan pour avoir les six républiques musulmanes de l'ex-URSS. L'Azerbaïdjan ne sera pas étudié ici faisant partie intégrante de la région Caucase.

L'espace est donc divisé en cinq Etats, créés par l'administration soviétique entre 1924 et 1936, qui sont devenus indépendants en 1991. Le Turkménistan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Kirghizstan forment l'ancien Turkestan russe (3 802 000 km<sup>2</sup>). Ces républiques, à l'exception du Kazakhstan peuvent revendiquer une antique civilisation, notamment l'Ouzbékistan où se trouvent les villes de Tachkent, Boukhara, Samarkand, Kokand, Khiva, Urgendj.

Huit ans après la fin de l'URSS en tant que "réalité géopolitique et sujet de droit international" s'esquissent les contours d'une Eurasie en profonde mutation.

En effet, l'effondrement de l'Union soviétique et l'émergence de nouveaux Etats indépendants ont modifié de façon considérable les équilibres internationaux, ouvrant cette région longtemps dominée par la Russie aux influences étrangères. De nouveaux acteurs se sont fait jour, des réalignements se sont opérés, et l'espace postsoviétique, autrefois profondément intégré autour de Moscou, a perdu sa cohérence et s'est peu à peu fragmenté.

En 1991, toutes les hypothèses étaient ouvertes tant cet espace centre-asiatique semblait vide et les républiques ex-soviétiques, créations plus ou moins artificielles issues

---

<sup>1</sup> Nom ancien de la région située au nord-est de l'Oxus (nom antique du fleuve Amou-Daria qui naît dans le Pamir et se jette dans la mer d'Aral) dont la ville principale fut Samarkand.

de la politique stalinienne des nationalités, peu viables. En particulier, de nombreux problèmes ethniques étaient prévisibles en raison des nombreuses minorités en présence. En revanche, contrairement à ce qu'avait prédit Hélène Carrère d'Encausse, l'éclatement de l'URSS ne vint pas des républiques musulmanes qui se retrouvèrent indépendantes presque malgré elles.

Il apparaît cependant qu'aujourd'hui, ces républiques existent effectivement et que les créations des ethnologues soviétiques sont devenues une réalité. Elles cumulaient pourtant de nombreux handicaps : réformes à accomplir dans les domaines économiques (transition vers le libéralisme), financiers (création d'une monnaie convertible), juridiques (passage à l'Etat de droit, instauration d'un certain nombre de garanties et de libertés pour les individus) et politiques (recherche d'un régime adapté à cette période de transition, en conformité avec l'idéal démocratique qui leur est présenté avec insistance par les Etats-Unis et les Européens).

Dans le cadre de l'après-guerre froide, leur légitimité n'a pas été discutée. Elles doivent cependant surmonter deux défis supplémentaires : concilier l'islamisation et l'occidentalisation. Il s'agit enfin de consolider des frontières et des identités nationales définies en 1924 pour un cadre totalement différent de celui où ces Etats doivent maintenant se développer.

Bien que l'Asie centrale, entre Caspienne et Tian-Chan, n'ait jamais constitué une seule entité politique, l'avenir de chacun de ces pays est intimement lié à l'histoire, à la civilisation, aux handicaps et aux atouts communs à l'ensemble de la zone. En effet, l'Asie centrale a de tout temps constitué une des plaques tournantes de l'histoire des continents. Zone particulièrement instable durant des siècles, elle a été un réservoir de populations nomades dont les migrations ont submergé les pays sédentarisés. Sur l'espace conquis, de puissantes confédérations de tribus nomades se sont créés, "les empires des steppes" qui ont soumis à leur joug les pays voisins.

L'aspect religieux (ces républiques sont musulmanes) et ses risques induits, fondamentalisme en particulier, amènent à s'interroger sur des dangers qui pourraient surgir de la région qui est voisine de l'Iran et de l'Afghanistan.

Enfin, les ressources énergétiques importantes du sous-sol, en particulier autour de la mer Caspienne, poussent les puissances occidentales, l'ex-colonisateur et le voisin turc à porter un intérêt tout particulier à la zone.

## Partie I : Aperçu historique

Un court rappel historique est nécessaire pour bien comprendre les problèmes et les enjeux de la région.

Avant l'instauration par Staline des républiques d'aujourd'hui, l'Asie centrale n'avait jamais connu le principe d'Etats fondés sur l'association d'un territoire et d'un groupe ethnique ou linguistique.

Le destin de l'Asie centrale est étroitement lié à celui des peuples et des grands événements qui ont marqué l'histoire de l'Asie : Indo-Européens, Scythes<sup>2</sup>, bouddhisme, expansion musulmane, Turcs, Mongols, Chine, Russie, communisme... La complexité de cette histoire "partagée" de l'Asie centrale, terre de passage, d'invasions et d'empires, est d'ailleurs en partie à l'origine de la situation actuelle de ces jeunes Etats, qui peinent pour certains à affirmer leur identité.

Plusieurs caractéristiques marquent l'histoire de l'Asie centrale. Elle a accueilli des peuples, des religions et des empires qui ont rayonné sur toute l'Asie. Son histoire a été peu étudiée, car les recherches ont été concentrées sur les périodes au cours desquelles le cœur de l'Asie battait aux rythmes transasiatiques : diffusion du bouddhisme, Empire Mongol, naissance de l'URSS... En outre, aucun de ces moments forts de l'histoire n'appartient en propre à l'Asie centrale et leur évocation renvoie à d'autres horizons : l'islam au Proche-Orient, la Révolution d'octobre à la Russie ou les populations d'expression turque à la Turquie. Enfin, le carrefour géopolitique qu'est l'Asie centrale au cours de l'histoire, a entretenu des relations privilégiées avec ses grands voisins : le monde grec, l'Inde, la Chine, la Russie et la Perse.

Ces caractéristiques se retrouvent tout au long des quatre grandes périodes qui ont marqué l'histoire de la région : l'époque pré-islamique, la naissance de la civilisation islamique, le tournant du monde moderne et l'arrivée des Russes.

---

<sup>2</sup> Peuple de langue iranienne établi entre le Danube et le Don à partir de XII<sup>ème</sup> siècle av. J.-C.

## I.1. L'Asie centrale avant l'implantation de la Russie

### I.1.1. L'Asie centrale pré-islamique

L'historien Vincent Fourniau fait remonter les fondements de la dualité nomades-sédentaires à la période s'étendant du VI<sup>ème</sup> siècle av. J.-C. à la conquête islamique, qui date du VIII<sup>ème</sup> siècle après J.-C.

Le sud de l'Asie centrale a fait face durant plus d'un millénaire à la steppe du Kazakhstan, les populations sédentaires étant en contact avec les nomades de la grande steppe eurasiatique, "le plus important domaine de nomadisme pastoral de la terre".

Les Achéménides<sup>3</sup> (535-327 av. J.-C.), l'empire d'Alexandre le Grand, la dynastie grecque des Séleucides (312 environ à 250 avant J.-C.), le royaume des Parthes<sup>4</sup> (247 av. J.-C. - III<sup>ème</sup> siècle apr. J.-C.) et les rois sassanides<sup>5</sup> (227-651 apr. J.-C.) ont tous mené des campagnes contre les confédérations de nomades des steppes qui ont menacé leurs possessions.

Parmi ces puissantes confédérations nomades, il faut retenir les Sakas<sup>6</sup>, les Scythes, la dynastie kouchane<sup>7</sup> (II<sup>ème</sup> siècle av. J.-C. - IV<sup>ème</sup> siècle apr. J.-C.) et les Kidarites<sup>8</sup>. Les autres dynasties de nomades qui leur ont succédé à la tête des régions d'oasis, où elles ont connu une sédentarisation et une assimilation partielle, avaient une origine altaïque<sup>9</sup>.

L'Asie centrale est donc, depuis l'aube de l'histoire, le lieu d'une intense circulation d'hommes et d'idées. L'ouverture d'une voie continentale entre la Chine et l'Occident, la célèbre route de la soie, au II<sup>ème</sup> siècle avant notre ère l'a placée au centre d'un équilibre entre grands empires.

---

<sup>3</sup> Dynastie perse fondée par Cyrus vers 550 av. J.-C. Elle cessa de régner en 330 av. J.-C., à la mort de Darios III.

<sup>4</sup> Peuple apparenté aux Scythes, installé au III<sup>ème</sup> siècle av. J.-C. dans la région nord-est de l'Iran.

<sup>5</sup> Dynastie perse qui régna sur un empire qui s'étendait de la Mésopotamie à l'Indus, de 224/226 à la conquête arabe (651).

<sup>6</sup> Scythes orientaux.

<sup>7</sup> Cette dynastie provient d'un des cinq clans des tribus Yueh Tche qui émigrèrent du Kansou (nord-ouest de la Chine) vers 160 av. J.-C.

<sup>8</sup> Ce nom est formé sur celui de Kidara, membre d'une maison yueh tche et fondateur d'une nouvelle royauté à la fin du IV<sup>ème</sup> siècle établie au sud de l'Oxus.

<sup>9</sup> Des monts Altaï. Se dit de l'ensemble constitué par les langues turques, mongoles et toungouses.

### I.1.2. La naissance de la civilisation islamique en Asie centrale

La conquête arabo-musulmane due à la dynastie des Omeyyades<sup>10</sup> de Damas au début du VIII<sup>ème</sup> siècle, a fait passer la Transoxiane, région au-delà de l'Oxus<sup>11</sup>, dans l'orbite du monde musulman. La conquête de cette région a assigné pendant plusieurs siècles au fleuve Syr-Daria, le rôle de frontière au-delà de laquelle l'islam n'a pénétré que bien plus tard et par paliers ou étapes successifs.

L'époque qui a suivi l'établissement du pouvoir islamique en Transoxiane représente une étape majeure dans le renouvellement des zones d'influence politico-culturelle en Asie centrale. Elle a vu, en effet, la création d'un domaine politique musulman englobant les foyers les plus anciens des civilisations urbaines du Moyen-Orient. La civilisation islamique, qui est née dans le nouvel espace omeyyade, s'est épanouie sous les premiers Abbassides (750-1258).

Les migrations des Turcs, provenant à l'origine de Chine, vers l'ouest à travers l'étendue des steppes et la "turcisation" qui en a découlé ont dominé le premier millénaire de notre ère dans la région. Aujourd'hui, la très grande majorité des habitants d'Asie centrale parlent une langue d'origine turque. L'exception est le Tadjikistan dont les habitants parlent une langue d'origine iranienne.

Une symbiose entre le pouvoir turc préexistant et la religion islamique s'est donc opérée peu à peu, notamment lors de la dynastie des Seldjoukides (1038-1194) sur la base d'une interaction entre nomades et sédentaires.

### I.1.3. Le tournant du monde moderne

L'expansion des Mongols de Gengis Khan (vers 1220) dans les régions soumises depuis des siècles à l'influence turque a jeté les bases d'une culture musulmane "turco-mongole" dans le développement de laquelle l'Asie centrale a joué un rôle essentiel.

La période allant du XIV<sup>ème</sup> au XVIII<sup>ème</sup> siècle a vu la stabilisation et l'homogénéisation de l'Asie centrale.

L'empire de Timour Leng (Tamerlan), de 1370 à 1405, a été le seul de l'ère turco-mongole musulmane ayant eu la Transoxiane pour centre. A la mort du fondateur de la dynastie, les Timourides sont restés des acteurs du jeu politique dans l'ensemble de ces régions jusqu'à la fin du XV<sup>ème</sup> siècle, date à laquelle ils ont été vaincus par les Ouzbeks,

---

<sup>10</sup> Dynastie de califes arabes qui régna à Damas de 651 à 750.

<sup>11</sup> Aujourd'hui Amou Daria.

venus des steppes d'au-delà du Syr-Daria. Mahmud, co-khan du Djaghataï, du "Mogholistan", aurait eu l'idée de lancer son vassal Muhammad Chaybani sur la Transoxiane où il n'essuyait personnellement que des revers. Ce dernier marcha sur Boukhara et l'enleva puis se fit livrer Samarkand. La Transoxiane ne sortait pas du monde turc mais passait sous contrôle des Ouzbeks<sup>12</sup>.

L'effondrement de la dynastie des Timourides a entraîné le remodelage des frontières politiques et ethniques d'une large part de l'Asie centrale, donnant place aux nouvelles aires des Kazakhs et des Ouzbeks. Ces aires correspondent approximativement respectivement aux Kazakhstan et Ouzbékistan actuels. Une large part du Tadjikistan et l'ouest du Turkménistan ont connu conjointement deux types d'évolution entre les XVI<sup>ème</sup> et XIX<sup>ème</sup> siècle : l'éclatement politique, avec la formation de plusieurs entités, et une lente unification ethnique dans chacune d'elles. Les maisons régnautes ont été toutes musulmanes, gengiskhanides et ethniquement kazakhes au nord, ouzbèkes au sud du Syr-Daria.

Cette phase de stabilisation a permis l'affirmation d'identités ethno-politiques régionales fortes -kazakhe, ouzbèke- que d'aucuns estiment être les fondements des nationalités d'aujourd'hui. Cette période a été marquée parallèlement par la perte d'influence de cette zone, due en partie à l'ouverture des voies maritimes vers la Chine à partir du XVI<sup>ème</sup> siècle au détriment de la route terrestre.

## I.2. La période russe puis soviétique

### I.2.1. La conquête russe

La conquête russe de l'Asie centrale est l'aboutissement d'un processus d'expansion de l'Empire russe qui commence à la prise de Kazan par Ivan le Terrible en 1552 et se termine par celle de Boukhara en 1920.

L'islam a toujours fait partie de l'horizon russe mais n'a jamais fait l'objet d'une vision raciale comme pour l'Espagne du XVI<sup>ème</sup> siècle. Pendant le règne de l'impératrice Catherine II<sup>13</sup>, on assiste à un compromis historique : un statut en échange de la loyauté. Les musulmans seront donc très bien intégrés (par exemple, l'armée russe compte de nombreux généraux musulmans en 1914).

---

<sup>12</sup> Jean-Paul Roux, Histoire des Turcs, Fayard, Paris, 1984.

<sup>13</sup> Impératrice de 1762 à 1796.

L'avancée russe en Transoxiane débute après la défaite en Crimée en 1854. A l'époque, trois émirats tiennent l'Asie centrale : Khiva, Boukhara et Kokand. Les Russes s'emparent de Bichkek (Kirghizstan) en 1860, de Tachkent (Ouzbékistan) en 1865 et de Samarkand (Ouzbékistan) en 1868<sup>14</sup>.

Des actions en direction de l'Iran et de l'Afghanistan seront stoppées à la suite des réactions britanniques et les frontières de ces deux pays seront respectivement reconnues en 1887 et 1895.

Pour gérer ces provinces, les gouvernorats des Steppes (nord-est du Kazakhstan), du Turkestan, la province de Transcaspienne (cœur du futur Turkménistan) et les protectorats de Khiva et Boukhara sont établis.

L'empire ottoman étant le principal ennemi de la Russie entre 1877 et 1914 dans son expansion vers le sud, il y aura un soutien du nationalisme ethnique et l'élaboration d'une langue écrite moderne, pour contrer une éventuelle synthèse du panturquisme et panislamisme.

#### I.2.2. La soviétisation de l'Asie centrale

Les musulmans russes ne prennent pas part à la révolution d'Octobre et assistent en spectateurs à la mise en place des soviets. Des instructions seront données par Lénine de ne pas s'attaquer directement aux coutumes islamiques.

Pour intégrer les musulmans, il est décidé de jouer la carte communautaire religieuse et "l'ethnisation". L'objectif est de diviser la communauté musulmane en jouant sur l'ethnie et le découpage administratif, et d'effectuer une russification à long terme en jouant sur l'idéologie et la supériorité naturelle du modèle russe. Ainsi, Staline créera quatre directions spirituelles en 1941.

La soviétisation de l'Asie centrale se fait d'abord sous l'autorité d'institutions dominées par les Russes dans le cadre territorial hérité de l'Empire. Des républiques autonomes ou populaires sont créées, l'ouzbek et le kirghize sont reconnus comme langues officielles.

En 1924 a lieu la division nationale sur le principe d'une ethnie pour un territoire. Toutes les identités précédentes sont dissoutes. La puissance coloniale, la Russie soviétique, va forger des pays, des langues, des histoires nationales, un folklore et une littérature.

---

<sup>14</sup> Les noms entre parenthèses correspondent aux Etats actuels.

Sont instituées une république socialiste soviétique (RSS) de Turkménie, une RSS d'Ouzbékistan incluant les républiques autonomes du Tadjikistan, de Kirghizie (correspondant en fait au Kazakhstan actuel) et de Kara-Kirghizie (Kirghizstan). Elles sont rattachées à la Russie. Une région autonome de Karakalpakie (actuellement en Ouzbékistan) est directement rattachée à la république soviétique fédérative (RSF) de Russie.

En 1929, le Tadjikistan est détaché de l'Ouzbékistan et devient une RSS de plein droit mais Samarkand (ville tadjike) reste en Ouzbékistan, la capitale de cette dernière république devenant Tachkent (ville "turque"). Les noms de Kirghizie et Kara-Kirghizie deviennent respectivement Kazakhstan et Kirghizie.

En 1932, la Karakalpakie est érigée en république autonome et en 1936, elle est transférée à l'Ouzbékistan. La même année, le Kazakhstan et la Kirghizie deviennent des RSS.

### I.2.3. La politique des nationalités

Le statut administratif incite les experts à donner un fondement scientifique après coup à la politique des nationalités. La classification administrative et politique sera fondée sur la "territorialisation" et le statut de la langue. Ainsi, tout peuple défini par sa langue constitue une "nationalité" qui reçoit un statut administratif en fonction de son état de développement. Certaines nationalités n'ont pas de territoires et si on veut donner une entité territoriale à un groupe dépourvu de langue écrite, on en invente une !

Le découpage répond cependant à une logique stratégique et politique. La première priorité est de briser le cadre panislamique et panturc en faisant disparaître toute idée de Turkestan. La seconde est de favoriser les groupes ethniques qui peuvent servir l'URSS comme têtes de pont au-delà de ses frontières : le Caucase face à la Turquie et l'Azerbaïdjan ou le Tadjikistan face à l'Iran. Ainsi, l'identité azérie, turkmène ou kurde sera favorisée, les Tadjiks seront éclatés en 1924 au profit des Ouzbeks (car il n'existe pas d'Etat ouzbek à l'étranger), les Azéris seront favorisés par rapport aux Arméniens (par exemple, le Nagorno-Karabagh a le statut de région autonome alors que le Nakhitchévan a celui de république). Si le contexte international change, on s'adapte.

Le dernier principe est qu'aucune nouvelle république ne doit vraiment être viable. On joue donc sur les éléments de fragilité suivants : frontières, minorités, enclaves. Par exemple, pour aller de Och à Djelalabad, deux villes situées sur le territoire du Kirghizstan, on doit traverser deux enclaves ouzbèkes et subir huit contrôles douaniers!

Du fait d'une forte croissance démographique et de l'absence d'exode rural, on obtient cependant peu à peu une homogénéisation ethnique et le nationalisme ainsi que la viabilité politique des républiques seront favorisés.

### I.3. L'affirmation nationale

En 1917, il y avait eu une difficulté à trouver des relais indigènes sur place et les premières organisations communistes ne comptaient pratiquement pas de musulmans. En 1921, on lança une politique d'indigénisme et d'enracinement en remplaçant les anciennes élites. Il faudra attendre le milieu des années cinquante pour que le système devienne stable et c'est la période Brejnev (1964-1982) qui marqua cette stabilisation de l'appareil communiste en Asie centrale avec des premiers secrétaires en place pendant près de trente ans. Les actuels dirigeants en sont les descendants.

Moscou n'a jamais contribué à mettre en place une élite russe autochtone mais elle a gardé les principaux rouages : armée, gardes-frontières, KGB. Les campagnes d'Asie étaient sous-administrées et les musulmans, exclus des fonctions centrales, se sont peu à peu emparés de l'administration de leur propre république. Pendant la période Brejnev, le système de régionalisme et de clientélisme se stabilise et fonctionne sans l'intervention de Moscou. On voit émerger un nationalisme culturel qui cherche le compromis avec Moscou.

## Partie II : Etat des lieux actuel

### II.1. L'accès à l'indépendance

L'arrivée d'Andropov en novembre 1982 marque le début d'une grave crise entre Moscou et les républiques musulmanes (en particulier l'Ouzbékistan).

Les offensives de ce dernier puis de Gorbatchev ont pour but de casser les "satrapies"<sup>15</sup> mises en place sous Brejnev. On joue la carte des factions régionalistes écartées mais une grosse erreur est commise car un espace politique national s'est créé et il existe une solidarité contre Moscou. Cette dernière apparaît aux yeux des dirigeants locaux comme trahissant le soviétisme au nom d'un nationalisme russe. Les apparatchiks du sud ne sont donc pas devenus indépendantistes mais ils ne se reconnaissent plus dans un système soviétique devenu exclusivement slave.

---

<sup>15</sup> Le satrape était le gouverneur d'une province de l'empire perse.

En 1989, la situation devient incontrôlée et des émeutes éclatent un peu partout. Moscou procède à d'ultimes changements de direction. Presque tous les dirigeants se feront élire président en 1990 (sauf au Kirghizstan).

Les indépendances sont proclamées en 1991 (31 août pour le Kirghizstan, 1<sup>er</sup> septembre pour l'Ouzbékistan, 9 septembre pour le Tadjikistan, 27 octobre pour le Turkménistan et 16 décembre pour le Kazakhstan plutôt effrayé de la disparition de l'URSS et le risque de constitution d'un bloc slave). Les partis communistes se dissolvent plus ou moins vite pour se transformer en parti du président. Ces derniers se font confirmer lors d'élections à l'automne 1991.

En janvier 1992, ces nouveaux Etats sont admis au sein de l'OSCE.

## II.2. Aperçu général des nouvelles républiques.

Les républiques musulmanes d'Asie centrale ont un environnement stratégique commun mais des contraintes spécifiques qui déterminent des stratégies propres de plus en plus divergentes.

Les principales contraintes sont l'enclavement des Etats et le poids de la Russie. L'enclavement est un handicap car à l'époque soviétique, toutes les voies d'exportation passaient par la Russie. L'influence de l'ancien colonisateur reste patent, particulièrement en raison de sa volonté néo-impérialiste manifestée depuis 1993 : une doctrine militaire faisant des frontières de l'ex-URSS la frontière stratégique de la Russie, présence de gardes-frontières russes (sauf en Azerbaïdjan), minorité russe importante au Kazakhstan (37% en 1994), corps expéditionnaire de 20 000 hommes au Tadjikistan (dont fin 1996, le chef d'état-major était un Russe).

En Asie centrale, la CEI n'a jamais compté : la zone rouble y fut un échec flagrant, le pacte de sécurité collective (signé sans le Turkménistan) s'enlise dans les rivalités russo-kazakho-ouzbèkes... Malgré cet échec, une vraie coopération est quand-même en train de se développer en Asie médiane. Des différends datant parfois de plusieurs décennies ont été soldés : Iran-Turkménistan sur les liaisons ferroviaires, Chine-Kazakhstan et Chine-Kirghizstan sur les frontières...

Une zone de libre-échange a été créée entre le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Kirghizstan. L'Iran a mis sur pied une organisation regroupant les Etats riverains de la mer Caspienne afin de rationaliser l'exploitation de celle-ci et d'en faire un pôle de stabilisation régionale.

Pour sortir de leur enclavement et de l'orbite russe, les républiques musulmanes comptent sur les pays occidentaux (en particulier les Etats Unis). Elles ne souhaitent pas se retrouver liées à de nouvelles organisations régionales contraignantes telles la CEI ou l'ECO<sup>16</sup>. Pourtant, en janvier 1999, à la suite des opérations américaines et britanniques contre l'Irak, le ministre russe de la défense, le maréchal Yegor Sergueïev, a appelé les anciennes républiques soviétiques d'Asie et du Caucase à se rapprocher de Moscou. Personne ne cherche à rétablir un système d'alliance entre elles et les relations sont plutôt froides.

Il y a un clivage entre les républiques qui cherchent à se dissocier au maximum de la Russie (Ouzbékistan et Turkménistan) et celles qui ne peuvent se le permettre. La question russe reste donc une clé de l'évolution stratégique de la région mais ce n'est plus la seule.

#### II.2.1. Le Kazakhstan.

C'est le Kazakhstan qui a subi la plus forte russification au cours de son histoire. Indépendant le 16 décembre 1991, il est devenu la cinquième puissance nucléaire<sup>17</sup>, le quatrième géant territorial de l'Asie<sup>18</sup>, un futur producteur majeur de pétrole et de gaz et un acteur essentiel de la conquête spatiale par la présence sur son territoire du site de Baïkonour.

Le président Nazarbaev, réélu le 10 janvier 1999 pour sept ans, ancien premier secrétaire du PC, a mis en place un régime présidentiel tout entier à son service. Il craint une sécession des territoires nord à majorité russe<sup>19</sup>. Pour prévenir ce risque, il s'efforce de coller à la Russie. Cela explique en partie le retard de la proclamation de l'indépendance, le rôle clé de son pays dans la formation de la CEI, la signature d'accords d'intégration dans les domaines des douanes, de l'armée et des gardes-frontières, la reconnaissance du russe comme langue de communication, le refus des armes nucléaires (qui a permis à Astana de devenir un membre à part entière de la Conférence de l'ONU sur le désarmement à Genève) et de la concession de la base de Baïkonour.

---

<sup>16</sup> Organisation de coopération économique qui regroupe les républiques musulmanes de l'ex- U.R.S.S. avec la Turquie, l'Iran et le Pakistan. Sa tâche principale est actuellement de trouver un accord sur le tracé des pipe-lines pétroliers et gaziers.

<sup>17</sup> Tous les missiles SS18 ont été rendus en avril 1995.

<sup>18</sup> 2 717 300 km<sup>2</sup>.

<sup>19</sup> Voir la carte en des groupes ethniques en annexe.

En avril 1996, un accord de coopération a été signé avec la Russie, la Biélorussie et le Kirghizstan. Le pays attire les investissements américains et japonais mais reste cependant fragile, à la merci d'une soudaine aggravation des tensions ethniques. Pour les désamorcer, il faudrait accorder aux Russes une autonomie dans un cadre fédéral (partition en douceur) ce que refuse le président, d'où le déplacement de la capitale vers le nord d'Almaty<sup>20</sup> à Aqmola<sup>21</sup> (devenue aujourd'hui Astana) en décembre 1997. Le gouvernement sera-t-il capable d'éviter la fragmentation de la société multiethnique de l'Etat et empêcher la disparition du pays?

Enclavé et condamné par sa démographie (38% de sa population était russe en 1991, et encore 34,7 % en 1995), il est contraint à avoir des relations étroites avec son grand voisin du nord. Nazarbaev a ainsi soutenu Moscou dans pratiquement toutes les circonstances opposant cette dernière à l'Occident. Cependant, il cherche à étendre et à diversifier ses relations diplomatiques et économiques. Le 24 novembre 1999, le président Nazarbaev et son homologue chinois ont signé une déclaration sur une coopération plus étroite et un communiqué sur la résolution finale du problème de la frontière entre les deux Etats.

Le Kazakhstan reste toujours en quête d'une diversification des routes d'acheminement de son pétrole vers les marchés extérieurs. Lors du sommet de l'OSCE à Istanbul le 18 novembre 1999, il s'est engagé à alimenter le futur oléoduc reliant la mer Caspienne et la Turquie parrainé par Washington.

#### II.2.2. Le Kirghizstan.

Le Kirghizstan, région montagneuse surnommée le château d'eau d'Asie centrale, est essentiellement peuplé de nomades et d'une minorité russe importante regroupée dans la capitale Bichkek et sa région. Indépendant le 31 août 1991, il est dirigé par le président Akaev (non ancien premier secrétaire du PC). Ce dernier a la volonté d'en faire la "Suisse de l'Asie médiane", en en faisant la place financière dont toute cette région a besoin. Ayant peu de ressources naturelles conséquentes, le pays n'intéresse pas grand monde. Il reste russophile<sup>22</sup>, se méfie d'une trop grande présence chinoise (émigration de quelques dizaines de milliers en 1992-1993). Il reste aussi soumis au danger d'une dérive mafieuse due en particulier au narco-trafic.

---

<sup>20</sup> Fondée en 1854, la ville de garnison russe, Vernyi, fut plus tard renommée Alma-Ata puis Almaty.

<sup>21</sup> Appelée jusqu'en 1993 Tselinograd.

<sup>22</sup> Il a rejoint le noyau dur de la CEI formé par la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie.

Sur le plan international, le pays a été victime, en août 1999, d'une incursion d'islamistes armés ouzbeks venus du Tadjikistan et se dirigeant vers la vallée du Ferghana en Ouzbékistan. Cette crise a mis en évidence la fragilité de l'Etat et la faiblesse de ses forces armées. Elle a en outre accentué les tensions avec l'Ouzbékistan qui était intervenu sur son territoire. Même les rapports avec le Kazakhstan, son "grand frère", se sont dégradés : ce dernier a rétabli des postes de garde le long de la frontière et a également requis des visas.

### II.2.3. L'Ouzbékistan

L'Ouzbékistan se veut la grande puissance régionale et en a les moyens. Pays très peuplé de 23 millions d'habitants, indépendant depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1991, il est dirigé par le très autoritaire président Karimov, ancien premier secrétaire du PC devenu nationaliste et musulman, réélu en janvier 2000. Il est autosuffisant en produits énergétiques et la croissance est repartie depuis 1996. Il cherche à étendre son influence sur l'ensemble de la Transoxiane et en particulier au Tadjikistan d'où il s'est dissocié de la politique russe. Il a un accord de coopération militaire avec les Etats-Unis mais a cependant hérité d'un désastre écologique avec l'assèchement de la mer d'Aral (en vingt ans, la superficie a diminué de 40% et le niveau de 12 mètres) et l'appauvrissement des sols. Cet Etat a été attiré par le modèle de développement du Sud-Est asiatique et se verrait bien en "dragon" de l'Asie médiane.

Les frontières tracées, comme souligné précédemment, d'une manière arbitraire du temps de l'URSS ont laissé un million d'Ouzbeks au Tadjikistan (soit entre 20 et 25 % de la population totale de ce pays) et autant en Afghanistan dans le sud. A l'ouest, les Ouzbeks constituent 8,5 % de la population de la République du Turkménistan et à l'est 1,8 % de celle du Kirghizstan. D'autre part, d'importantes enclaves de Tadjiks et de Kirghizes se trouvent en territoire ouzbek.

Depuis l'attentat du 16 février 1999 contre le chef de l'Etat<sup>23</sup>, le pays s'est refermé sur lui-même. Sa politique intérieure et extérieure est dominée par la lutte contre la menace islamiste, au détriment de l'ouverture démocratique et de ses relations avec les Etats voisins. Ainsi, l'amalgame entre toute forme d'opposition et cette "menace islamiste" a permis au président Karimov de renforcer son régime autoritaire.

---

<sup>23</sup> Le président Karimov a échappé de peu à un attentat à la voiture piégée en plein centre de Tachkent.

Les relations avec le Kirghizstan sont tendues depuis l'intervention de l'aviation ouzbèke en août 1999 dans la vallée du Ferghana. De plus, Tachkent revendique la région des villes d'Och et de Djelalabad dans laquelle l'eau est abondante.

#### II.2.4. Le Tadjikistan

Le Tadjikistan est le seul pays qui justifie les craintes exprimées par la communauté internationale lors de la dislocation de l'URSS. Il reste sous protectorat russe. Malgré son indépendance proclamée le 9 septembre 1991, il n'a cessé depuis de vivre en guerre civile, celle-ci aggravée par des contentieux frontaliers et ethniques avec ses voisins. La frontière afghane est actuellement toujours gardée par 20 000 soldats de la 201<sup>ème</sup> division russe. En dépit d'un accord de paix, "accord général sur le rétablissement de la paix et la réconciliation nationale", signé à Moscou le 27 juin 1997 entre le président Rakhmonov et les groupes d'opposants, la désagrégation des autorités politiques est devenue générale. L'opposition est cependant consciente que la coalition en place représente la seule chance de conserver l'indépendance du pays. Elle semble donc jouer la carte d'un nationalisme tadjik, très anti-ouzbek, mais également anti-taliban. Ce nouveau nationalisme tadjik a été marqué par le soutien au commandant Massoud. Aujourd'hui, le désarmement des milices s'est effectué presque intégralement.

#### II.2.5. Le Turkménistan

Le Turkménistan, indépendant depuis le 27 octobre 1991, ne peut assurer son indépendance qu'en vendant son gaz (3<sup>ème</sup> ou 4<sup>ème</sup> producteur mondial). On parle de lui comme du "Koweït de l'Asie médiane". Il lui faut cependant résoudre le problème difficile de l'exportation de ce gaz et pétrole, bloquée durant trois ans par un embargo de fait de la Russie. Il est dirigé par le président Niazov, élu "à la soviétique" (99,5% des votes sans adversaire). On assiste à un culte de la personnalité de ce dernier. Il se fait appeler depuis quelques années, à l'instar d'Atatürk, le "chef des Turkmènes", Türkmenbachi. Le pouvoir personnel et le culte de la personnalité sont parmi les plus importants en ex-URSS avec la Biélorussie. Aucune opposition n'est tolérée et l'ancien KGB (maintenant Comité pour la sécurité nationale) est omniprésent.

Le pays a été dans les dernières républiques de l'Union soviétique à déclarer son indépendance le 27 octobre 1991. Le président Niazov s'était déjà vu élire, comme la plupart des dirigeants d'Asie centrale, en octobre 1990, président de la République.

Le pays se trouve aujourd'hui dans la première phase de la construction étatique. Dans les discours, le terme de "patrie" est préféré à celui de "nation" qui est pratiquement inexistant. L'armée reste à l'état embryonnaire et les frontières sont surveillées par des gardes turkmènes encadrés par des Russes.

En dépit des faiblesses manifestes de l'économie, le niveau de vie de la population, très modeste voire difficile dans les zones rurales, semble ne pas descendre au-dessous d'un certain seuil de pauvreté. Ceci peut s'expliquer par le fait que la population est peu nombreuse (elle est comparable à celle de la Norvège pour un territoire grand comme la France). Le gaz domestique, l'eau, l'électricité et le téléphone urbain sont gratuits. L'Etat finance ces services par des subventions, grâce aux exportations de pétrole, gaz et coton. Il risque cependant de s'essouffler et de se résigner à la dure réalité.

La culture et la langue russe sont encore très présentes en raison de cent trente ans de domination de Moscou. La latinisation de l'alphabet est un processus lent mais en cours. Les Arméniens et les Kurdes forment de toutes petites communautés, à côté de la population ouzbèke en fait culturellement proche, dans ce pays relativement homogène ethniquement, à la différence du Kazakhstan et du Kirghizstan. Ceci en dépit du départ d'une fraction de la communauté russe du fait de la décolonisation et malgré une politique d'encouragement du pouvoir à maintenir cette population. Le régime tente en particulier de les retenir par le système de double nationalité.

### Partie III : L'islam

Il y a quelques décennies, les diverses enquêtes menées en URSS décrivaient un islam moribond qui n'était plus qu'un vestige du passé. Aujourd'hui au contraire, sa vitalité est soulignée dans les républiques d'Asie centrale et on peut donc se demander s'il ne va pas chercher à s'emparer du pouvoir pour transformer ces "jeunes" républiques en Etats intégristes ou fondamentalistes comme certains de leurs voisins.

Les musulmans d'Asie centrale sont sunnites de rite hanafite (comme en Afghanistan et dans le sous-continent indien). Les chiites sont peu nombreux -moins de 500 000 personnes- et correspondent à deux groupes très distincts. Il y a les chiites duodécimains<sup>24</sup>, d'origine iranienne mais de langue turque, résidant à Samarkand et

---

<sup>24</sup> Reconnaissants douze imams.

Boukhara. Ils ne sont que quelques milliers. Le deuxième groupe est constitué des ismaéliens du Pamir<sup>25</sup>. Ils sont entre 300 000 et 400 000 principalement au Tadjikistan.

### III.1. Une empreinte inégale

On peut distinguer deux variantes de l'islam, correspondant non pas à une opposition entre Turcs et Persans, mais entre zones tribales (Kazakhs, Turkmènes, Kirghizes) et zones de vieille civilisation urbaine islamisées depuis la conquête arabe du VIII<sup>ème</sup> siècle (Tadjiks et Ouzbeks de Transoxiane).

Ce n'est qu'à partir du XVIII<sup>ème</sup> siècle que les Kazakhs ont été islamisés par les mollahs venus de Kazan. Ils étaient un peuple de nomades des steppes, vivant en général à l'écart des grands foyers culturels musulmans qui sont urbains. Leur conversion ne fut donc que superficielle et ils conservèrent beaucoup de leurs traditions. Celle des Kirghizes, également peuple nomade -mais de région montagneuse-, ne fut pas plus profonde. Quant aux Turkmènes, l'islam s'est fondu dans leurs traditions sans modifier leurs structures tribales et leur mode de vie qui n'était pas musulman. A l'heure actuelle, comme au temps de l'URSS, ils apparaissent comme les plus indifférents en matière religieuse et même les plus desislamisés. Ces trois groupes n'ont donc pas de tradition musulmane et ce n'est en aucun cas l'islam qui les a formés.

Comme il l'a été rappelé dans la partie relative à l'histoire de l'Asie centrale, les Ouzbeks ont occupé dès le début du XVI<sup>ème</sup> siècle la Transoxiane entraînant l'effondrement de la dynastie des Timourides. Ils en ont fait leur pays et ont donc adopté sa culture. Les Ouzbeks n'ont donc guère d'autre choix que d'assumer le référent islamique sauf à se couper du patrimoine historique de leur pays où ils vivent depuis cinq siècles. Cependant, comme ils sont Turcs, ils veulent garder une certaine distance par rapport à ce qui est d'origine iranienne (d'où leur recours à Tamerlan, dans leurs références historiques et culturelles). Ils tiennent ainsi à revendiquer des vertus spécifiquement turques comme la grande liberté accordée aux femmes ou la tolérance religieuse.

Les ancêtres des actuels Tadjiks, seul peuple d'Asie centrale d'origine non turque mais persane, avaient déjà développé une brillante civilisation avant la naissance du christianisme. Confrontés à l'invasion arabe, ils lui avaient fait face, essayant de préserver leur indépendance, leur religion (le mazdéisme<sup>26</sup>) puis se ralliant sans réserves à l'islam,

---

<sup>25</sup> Reconnaissants sept imams.

<sup>26</sup> Religion dualiste de l'Iran ancien réformée par Zarathushtra On l'appelle également zoroastrisme.

pour le nourrir de leur propre culture, et l'enrichir d'apport zoroastriens, bouddhistes et chrétiens. La référence essentielle des Tadjiks est donc l'islam car c'est grâce à lui qu'ils doivent d'avoir survécu à la domination turque.

### III.2. L'islam de la période soviétique

La révolution bolchevique de 1917 entendait reconstruire en faisant table rase du passé. En Asie centrale, ses principales cibles furent donc l'islam et le sentiment national, turc ou iranien. La répression contre l'islam fut très sévère à partir de 1927. L'URSS reconnut cependant un islam officiel : en 1943, Staline mit sur pied un système de quatre muftiyya<sup>27</sup>, à compétence territoriale, dont un seul, celui de Bakou, correspond à une république précise, à savoir l'Azerbaïdjan. L'un, installé à Tachkent, avait autorité sur l'Asie centrale et le Kazakhstan<sup>28</sup> et contrôlait ainsi les trois quarts des musulmans soviétiques. La religion, contrairement à la tradition musulmane, se trouvait donc dirigée par l'Etat et organisée par un clergé officiel.

Deux offensives contre l'islam auront lieu. Sous Khrouchtchev, un quart des mosquées officielles doit fermer entre 1958 et 1964, principalement au Tadjikistan et en Ouzbékistan. On retrouve donc bien, comme il l'a été souligné au paragraphe précédent, la prépondérance de l'islam dans ces deux républiques par rapport au trois autres. La deuxième offensive en 1986, sous Gorbatchev, échouera. Elle était plutôt liée à la crise en Afghanistan.

Ces répressions engendreront un islam parallèle car elles poussent un certain nombre d'oulémas<sup>29</sup> à se réfugier dans les campagnes où la répression est inefficace. Cet islam parallèle n'est cependant pas allé jusqu'à la clandestinité. Après que la tolérance fut acquise en 1988-1989 (le départ des soviétiques d'Afghanistan a atténué toute idée d'une menace islamique), les pouvoirs en place ont souhaité, dès l'indépendance, le rétablissement des traditions et des mœurs que défend l'islam.

---

<sup>27</sup> Direction spirituelle.

<sup>28</sup> Sur le plan administratif et politique, les Soviétiques identifiaient l'Asie centrale aux quatre républiques du Turkménistan, de l'Ouzbékistan, du Kirghizstan et du Tadjikistan.

<sup>29</sup> Docteurs de la loi musulmane. Ils sont juristes et théologiens.

### III.3. Situation actuelle

L'islam constitue actuellement la référence identitaire "obligée" dans laquelle les élites actuelles puisent leur légitimité. Ce renouveau religieux permet de plus de combler le vide idéologique laissé par la disparition de l'URSS. Les dirigeants, comme Islam Karimov en Ouzbékistan, ont prêté serment sur le Coran. En outre, le pouvoir participe au financement des mosquées. Ainsi, la loi turkmène réserve une place centrale à l'islam : le palais présidentiel a été inauguré avec la bénédiction d'un dignitaire musulman. Mais tout en reconnaissant l'importance du fait islamique en Asie centrale, le pouvoir politique entend le contrôler. Ainsi, la laïcité est affirmée explicitement par les constitutions du Turkménistan et du Kazakhstan. Quant à la constitution ouzbèke, elle ne mentionne pas l'islam et les partis islamistes sont, en principe, interdits dans le pays. Au Turkménistan, l'islam occupe une place secondaire. Les mosquées y sont rares et le mois du Ramadan semble peu suivi. Un Conseil des affaires religieuses, inspiré de la Direction des affaires religieuses de Turquie, tente d'y réguler la question de la laïcité.

### III.4. Vers une radicalisation islamiste ?

La vigilance actuelle des autorités et de l'opinion internationale pourrait être interprétée comme l'indice d'un danger islamiste. Cependant, l'analyse des trois faits qui pourraient accréditer cette thèse, la présence de foyers fondamentalistes, l'existence de partis politiques islamiques et la proximité d'Etats islamistes, montre que la renaissance de l'islam reste, pour l'instant, en Asie centrale contenue dans la sphère privée.

Il n'existe pas, à proprement parler, de foyers fondamentalistes en Asie centrale, si ce n'est à Osh au Kirghizstan et dans la vallée du Ferghana en Ouzbékistan. Depuis 1992, plusieurs mouvements islamistes s'y sont développés. Les mollahs fondamentalistes de Tachkent sont d'ailleurs pour la plupart originaires du Ferghana. En août 1995, l'imam de la grande mosquée parallèle d'Andijan fut arrêté. Selon certaines informations, des groupes islamistes armés chassés du Ferghana offraient leur service au Tadjikistan. La dimension locale du radicalisme musulman est patente. C'est sans doute en partie parce que les régions du Ferghana sont très peu représentées dans les instances du pouvoir central, que s'est développée une implantation islamiste en Ouzbékistan. Une telle constatation tend à minimiser l'importance des quelques foyers fondamentalistes existants en Asie centrale.

C'est en juin 1990 que s'est créé le Parti de la Renaissance Islamique (PRI) qui se présente comme une organisation socio-politique. Son but était "d'unifier les musulmans

sur l'ensemble du territoire soviétique". Ce parti, qui s'est implanté très rapidement au Tadjikistan, s'est heurté à deux obstacles : le nationalisme et le clergé officiel. En fait, dès 1992, le PRI a implosé en raison des clivages ethniques. Sa défaite au Tadjikistan, ainsi que son incapacité à s'implanter réellement au Turkménistan et au Kazakhstan, ont montré que l'islamisme ne pouvait pas constituer à moyen terme une alternative politique. Ainsi, le renouveau islamiste qui s'est manifesté depuis la fin des années quatre-vingts en Asie centrale ne s'est pas, du moins jusqu'à présent, traduit par un islamisme politique, porteur d'un projet d'Etat.

Le risque d'une contagion des Etats voisins a quatre origines géographiques possibles : l'Iran, l'Afghanistan, le Tadjikistan et le Pakistan. On doit de plus ajouter l'influence de l'Arabie saoudite.

L'Iran, dernier empire multi-ethnique et idéologique de la région, s'est toujours méfié de l'émergence d'Etats-nations fondés sur des critères ethniques. Ainsi, les seuls alliés réels de l'Iran sont les minorités chiïtes, quasiment absentes d'Asie centrale. Par ailleurs, l'Iran n'a jamais soutenu le commandant Massoud en Afghanistan ou Tonradganzade au Tadjikistan, alors que ces chefs de guerre sont persanophones. Sans nier les risques de "contamination" en Ouzbékistan, il faut rappeler que le prosélytisme iranien se heurte à un obstacle majeur, celui de l'opposition entre les iraniens chiïtes et les musulmans sunnites.

Les relations avec l'Afghanistan apparaissent plus complexes. Il s'agit en effet des mêmes ethnies qui constituaient autrefois une même civilisation et parlaient la même langue (le dari, persan d'Afghanistan, né à Boukhara). Or l'arrivée des Talibans sur la frontière ouzbèke a accru les risques d'une relance de l'islamisme en Ouzbékistan.

La menace d'une contagion existe aussi, en provenance du Tadjikistan, Etat en crise depuis 1992, qui a vu s'affronter les tenants de l'ancien régime communiste et une coalition "islamo-démocrate". Cependant, derrière ces affrontements idéologiques, se cachent de profonds clivages régionaux. Par ailleurs, la "nationalisation" de l'islam en Asie centrale et la position du clergé officiel conduisent à relativiser le danger d'une expansion d'un fondamentalisme à l'iranienne.

Quant au Pakistan, les Etats d'Asie centrale restent méfiants à son égard. L'absence à peu près totale de relations économiques avec ce pays atteste cette attitude très prudente.

Sans nier le danger que pourrait présenter le développement du fondamentalisme, en cas de crise économique et sociale, notamment en Ouzbékistan, il est donc permis de

penser que la diversité des approches de l'islam en Asie centrale et dans les Etats voisins protège la région contre les assauts du fondamentalisme.

## Partie IV : Un nouveau champ d'affrontement des grandes puissances

### IV.1. Les enjeux économiques

Dans le contexte d'émergence de nouveaux Etats souverains en Asie centrale s'est inscrit la "redécouverte" de la mer Caspienne. Située à la confluence des civilisations russe et turco-iranienne, entre le Caucase et l'Asie centrale, la plus grande étendue d'eau enclavée au monde<sup>30</sup> ne comptait auparavant que deux Etats riverains (URSS et Iran). A ces derniers, il faut maintenant ajouter l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan. De plus, la réévaluation des réserves de pétrole et de gaz a profondément modifié la situation géopolitique du bassin caspien et en fait un enjeu majeur des relations internationales de l'après-guerre froide. Le contrôle de ces richesses donne lieu à des jeux de puissance complexes et apparaît comme un élément déterminant des recompositions en cours dans l'espace postsoviétique.

#### IV.1.1. L'économie des ressources énergétiques

##### IV.1.1.1. Le bassin de la Mer Caspienne dans la géopolitique des hydrocarbures.

On assiste en réalité à la redécouverte d'une région de production ancienne. Connus dès le haut Moyen Age<sup>31</sup>, les hydrocarbures de la presqu'île d'Apchéron<sup>32</sup> commencèrent à être exploités au cours de la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle. Bien que la découverte de nouvelles régions pétrolifères ait ramené la part des hydrocarbures caspiens de 50% de la production mondiale en 1901 à moins de 10% quelques années plus tard, la région de Bakou a conservé une importance économique et stratégique de premier plan (occupation de l'Azerbaïdjan par les Britanniques puis les Turcs en 1918 et 1919 et offensives allemandes pendant l'été 1942). Le pétrole et le gaz de la Caspienne furent cependant marginalisés par la mise en exploitation au début des années soixante des gisements de la

---

<sup>30</sup> Environ 360 000 km<sup>2</sup>.

<sup>31</sup> Période s'étendant du V<sup>ème</sup> siècle à l'an 1000 environ.

<sup>32</sup> Aujourd'hui en Azerbaïdjan.

Volga et de la Sibérie occidentale. En 1991, ils ne représentaient plus que 3% de la production de l'URSS.

Il y a cependant des estimations contradictoires sur le potentiel exact de la région. Actuellement, les réserves prouvées de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan représentent 7500 Gm<sup>3</sup> de gaz et 2,2 Gt de pétrole, soit respectivement 5,5% et 1,9% des réserves mondiales. Les réserves possibles du bassin caspien varient quant à elles considérablement. De l'avis de la plupart des responsables du secteur pétrolier, le potentiel de la Caspienne ne dépasserait pas 10% de celui du Moyen-Orient<sup>33</sup>.

Les hydrocarbures de la Caspienne sont inégalement répartis entre les Etats riverains. Avec l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan apparaît comme l'un des protagonistes majeurs de la nouvelle donne énergétique en Caspienne. Ses réserves prouvées le placent immédiatement après la Russie au sein de la CEI. Elles ont la particularité d'être concentrées<sup>34</sup> dans quelques gisements géants et d'être situées sur le continent près de la frontière russe.

Le principal atout du Turkménistan dont l'économie est essentiellement rurale est au contraire constitué par le gaz (et secondairement par le pétrole). Le Turkménistan est considéré, pour les réserves gazières connues<sup>35</sup>, comme le quatrième producteur mondial derrière la Russie, les Etats-Unis et l'Iran. Près de 60% de son PIB dépend de l'extraction du gaz qui assurerait ainsi plus de 80% des revenus liés à l'exportation. La question reste cependant celle de l'acheminement vers des marchés solvables.

L'Ouzbékistan dispose quant à lui de réserves substantielles de gaz mais ne présente cependant qu'un potentiel d'exportation limité en raison d'une forte demande intérieure. Son objectif est en effet de préserver l'autosuffisance énergétique atteinte en 1996.

Ces richesses suscitent évidemment de nombreuses convoitises. En effet, la présence de pétrole et de gaz sur leur sol représente pour les nouveaux Etats indépendants une occasion unique de se procurer les moyens d'un développement autonome et par là de conforter leur indépendance. Ne pouvant cependant pas assurer seuls la mise en valeur de

---

<sup>33</sup> Le potentiel du Moyen-Orient représenterait 66% des réserves prouvées mondiales de pétrole et 33% pour le gaz.

<sup>34</sup> Les douze structures les plus importantes renferment 86% des hydrocarbures du pays dont 46% à Tenguz et Karatchaganak.

<sup>35</sup> 2% des réserves mondiales.

leurs gisements, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et dans une moindre mesure le Turkménistan ont fait appel aux compagnies pétrolières occidentales. Les projets internationaux se sont multipliés rapidement.

Le Kazakhstan peut être considéré comme un précurseur en matière de coopération avec les entreprises occidentales. Dès 1988, des négociations s'engagèrent entre le gouvernement central de l'URSS, les autorités de la RSS<sup>36</sup> du Kazakhstan et la société américaine Chevron pour l'exploitation du gisement de Tenguiiz. Lors de sa première visite officielle aux Etats-Unis en mai 1992, le président Nazarbaev annonça qu'un accord de principe avait été conclu avec Chevron. Le retard dans la construction de l'oléoduc devant acheminer le brut extrait à Tenguiiz jusqu'au port russe de Novorossiïsk a toutefois compromis la réalisation des objectifs du contrat signé<sup>37</sup>, mettant en évidence l'importance cruciale du désenclavement de la région.

Le second grand projet du Kazakhstan dans le domaine énergétique concerne le développement de la structure de Karatchaganak dont le gouvernement a confié l'exploitation à British-Gas et Agip.

Actuellement, une vingtaine de sociétés mixtes ou consortiums opèrent dans le pays. Ils explorent plus de 70 000 km<sup>2</sup> et exploitent une quarantaine de gisements, contribuant à la production nationale à hauteur de 35%.

Dès l'indépendance, les autorités turkmènes avaient annoncé leur intention de garder le contrôle du secteur des hydrocarbures. L'industrie pétrolière et gazière ne fut donc ainsi pas concernée par les programmes de privatisation (très limités) jusqu'en 1997. Une loi de 1996 permit de faire évoluer la situation et au printemps de l'année suivante, Mobil et Monument Oil signèrent un contrat de partage de production.

Si l'ouverture du bassin caspien a permis un développement rapide de la coopération internationale dans le domaine des hydrocarbures, de nombreuses hypothèques pèsent sur la réalisation des projets des nouveaux Etats indépendants : le statut juridique de la mer Caspienne et l'enclavement.

---

<sup>36</sup> République socialiste soviétique.

<sup>37</sup> Chevron s'engageait à investir 20 G\$ sur la durée de la concession (40 ans). Il était initialement prévu de produire 12 Mt en 1998 puis 35 Mt à partir de 2010.

#### IV.1.1.2. Statut juridique de la mer Caspienne

La multiplication des sujets de droit international consécutive à l'effondrement de l'URSS posa, avec une acuité nouvelle, la question du statut juridique de la Caspienne dont le nombre d'Etats riverains est passé de deux à cinq. Autrefois, ce statut était régi par les traités bilatéraux russo-perses<sup>38</sup> puis soviéto-iraniens<sup>39</sup>.

La position officielle de la Russie formulée en 1994 vise à établir un régime de condominium<sup>40</sup> et obtenir ainsi un droit de veto sur les projets pétroliers de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan et du Turkménistan. Elle rappelle que les deux sujets du droit international à l'origine de ces traités, l'Iran et l'URSS, demeurent, car la fédération de Russie a été officiellement reconnue comme l'héritière juridique de l'URSS et que les pays concernés ont signé en décembre 1991 la déclaration d'Alma-Ata dans laquelle ils garantissent le respect des engagements internationaux signés par l'URSS. Moscou et Téhéran estiment en conséquence que les richesses de la Caspienne doivent être reconnues propriété commune en attendant qu'un nouveau statut juridique soit défini.

Bien évidemment, l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan récusent la validité des anciens traités et militent pour une délimitation de la Caspienne en secteurs nationaux.

La position russe s'est rapidement avérée intenable et en avril 1996, des accords signés entre la Russie et le Kazakhstan ont autorisé la prospection et le forage dans les eaux situées en face des côtes respectives. Cette évolution s'est confirmée lors du sommet des Etats de la Caspienne en novembre de la même année, Moscou reconnaissant à chaque Etat riverain le droit d'exercer sa souveraineté sur une bande de 45 miles, la zone située au-delà restant propriété commune. Le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan refusèrent de signer mais cette proposition de Moscou montrait qu'elle n'était plus hostile au principe d'un partage en secteurs nationaux.

En 1998, la Russie émit de nouvelles propositions dans ce sens et en avril, un accord de principe fut conclu avec le Kazakhstan, les autres Etats riverains refusant toujours de signer, en particulier l'Iran hostile au partage de la Caspienne. Soucieuse de conserver de bonnes relations avec Téhéran, Moscou a précisé que l'accord russo-kazakh ne remettait pas en cause le statut de la Caspienne et que les traités de 1921 et 1940

---

<sup>38</sup> Signé le 21 février 1921.

<sup>39</sup> Traités de 1935 et 1940.

<sup>40</sup> Droit de souveraineté exercé en commun par plusieurs puissances.

restaient en vigueur jusqu'à ce qu'un nouveau statut juridique soit accepté par tous les Etats riverains.

#### IV.1.1.3. L'enclavement

Le tracé des oléoducs permettant d'acheminer les hydrocarbures d'Asie centrale et de Transcaucasie vers les marchés mondiaux constitue l'enjeu majeur des stratégies mises en œuvre par les différents protagonistes de la région.

Quatre directions pour arriver aux marchés occidentaux sont envisageables : la route par le nord du Caucase vers le port de Novorossiisk, la route à travers la mer Caspienne, l'Azerbaïdjan et la Georgie aboutissant au port de Supsa, la route terrestre de Bakou à Ceyhan (Turquie) par la Georgie aboutissant en Méditerranée orientale et la route à travers l'Iran. Le problème n'est à l'heure actuelle toujours pas résolu.

Il y a trois catégories d'Etats impliquées dans ces luttes pour le contrôle des richesses de la zone : les nouveaux Etats indépendants producteurs de pétrole et de gaz, les pays susceptibles de servir de voie de transit et les puissances, principaux investisseurs à travers leurs compagnies.

Pour l'heure, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, et le Turkménistan sont largement tributaires des oléoducs russes pour leurs exportations. La Russie est en effet la seule à posséder son propre réseau hérité de l'époque soviétique. Elle utilise ce fait comme moyen de pression. Cependant, cette situation de quasi-monopole devrait prendre fin. L'augmentation espérée et la volonté d'émancipation incitent en effet les trois nouveaux Etats indépendants à envisager des tracés alternatifs. Cette évolution est bien évidemment soutenue par les pays de transit potentiels que sont la Turquie et l'Iran, ainsi que par l'Europe et les Etats-Unis qui sont favorables à la multiplication des voies d'évacuation et ont fait de la création d'un couloir est-ouest aboutissant au port de Ceyhan la pierre angulaire de leur diplomatie de la zone Caspienne. En effet, un tel tracé permettrait de conforter le rôle géopolitique de la Turquie et de contribuer au renforcement des nouveaux Etats indépendants en les soustrayant aux influences de la Russie et de l'Iran.

Au Turkménistan, l'influence néfaste de la Russie est apparue lorsqu'en 1993, la compagnie Gazprom a interdit l'exportation du gaz turkmène vers l'Europe occidentale en "l'orientant" vers les marchés peu solvables ukrainien et géorgien. En décembre 1997, un gazoduc reliant Korpedje à Kurt Koy a été le premier succès tangible de la politique de diversification du gouvernement turkmène. Il s'agit du premier et du seul gazoduc non contrôlé par la Russie exportant directement du gaz vers les marchés hors CEI. Ce projet

pourrait être le premier maillon d'un projet bien plus vaste. Après six ans de négociations, le Turkménistan et la Turquie ont décidé au printemps 1997 de la construction d'un gazoduc de 3 800 kilomètres entre le gisement de Shatlik et l'Europe occidentale via l'Iran. Cependant, les Etats-Unis n'ont pas renoncé à convaincre les dirigeants turkmènes d'opter pour un tracé évitant le territoire iranien et ont ainsi décidé de financer une étude de faisabilité concernant le gazoduc transcasprien.

Il y a de nombreux obstacles à l'exportation du gaz turkmène vers la Turquie et l'Europe : la forte sismicité de la zone, l'absence du statut juridique de la mer Caspienne et certains contentieux territoriaux avec l'Azerbaïdjan. De plus, l'Iran est un pays potentiellement concurrent du Turkménistan car il détient 14% des réserves prouvées mondiales. A terme, ce pays pourrait donc ne plus être intéressé par le transit des hydrocarbures concurrents.

Le Kazakhstan étudie également plusieurs projets d'oléoducs car il est actuellement contraint d'exporter son pétrole par des moyens aussi divers que coûteux en raison de la sous-capacité de ses infrastructures existantes. Le plus important est celui du CPC<sup>41</sup> qui doit construire un oléoduc de 1 500 kilomètres entre le site de Tengouiz et Novorossiïsk. En phase de réalisation, il devrait permettre au Kazakhstan d'exporter à partir de 2001 jusqu'à 28 Mt de brut par an puis 67 au terme de la seconde phase des travaux. Les très fortes pressions de Moscou ont contraint le gouvernement kazakh à chercher des voies d'exportation évitant le territoire russe. En 1996, il convenait de coordonner sa politique pétrolière avec l'Azerbaïdjan et signait ainsi quelques mois plus tard un accord de principe sur la construction d'un oléoduc transcasprien permettant d'exporter le brut de Tengouiz vers le port de Ceyhan. De plus, la voie orientale via la Chine est l'objet d'une attention croissante. Le coût d'un tel projet exclut cependant une réalisation à court terme.

#### IV.1.2. Des économies parallèles : drogue et mafias

##### IV.1.2.1. La drogue

L'Asie centrale n'est pas dans le domaine des drogues, aussi importante que le Triangle d'or et le Croissant d'or réunis. Cependant, plusieurs facteurs conduisent à penser qu'il y a un risque de toxicomanie de masse dans la région et que la situation, qui s'aggrave rapidement, constitue une menace pour l'Europe. Les plantations de cannabis représentent, comme dans le reste de la CEI, un potentiel considérable, et les cultures

traditionnelles de pavot ont tendance à s'étendre. Mais ce ne sont pour l'instant pas les productions illicites ou les activités de transformation qui présentent le danger immédiat, mais le rôle pris par ces pays dans les activités de transit.

Les seules drogues directement exportées sur une échelle importante par les pays d'Asie centrale sont les dérivés du cannabis, et l'Europe (orientale et occidentale) est la destination finale des produits opiacés fabriqués en très grande quantité en Afghanistan, leur transit se faisant de plus en plus par l'Asie centrale au détriment de la route iranienne. L'aggravation de la situation est le résultat de l'effet conjugué de la persistance de conflits ouverts (Afghanistan, Tadjikistan) ou larvés entre groupes majoritaires et minorités, qui provoquent en particulier un flux de personnes déplacées, des difficultés rencontrées par la transition vers l'économie de marché, de la persistance de régimes autoritaires et d'une corruption endémique. Il faut de plus constater l'absence de structures et d'équipements pour lutter efficacement contre le trafic de stupéfiants.

Les principaux points d'entrée de l'opium et de l'héroïne produits en Afghanistan sont, par ordre croissant d'importance, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan. Ces mêmes réseaux exportent du haschich dont l'Afghanistan est aussi un des premiers producteurs mondiaux. La Chine exporte également des drogues synthétiques en Asie centrale : une quantité considérable de produits pharmaceutiques entre au travers de sa longue frontière avec le Kazakhstan.

La vulnérabilité des frontières face aux activités de trafic de drogue tient principalement à l'imbrication des républiques du Tadjikistan, Kirghizstan et Ouzbékistan, conséquence du découpage voulu par Staline. Celui-ci contribue à rendre incontrôlable chacun de ces territoires. Par exemple, de nombreux indices suggèrent que les trafiquants ont mis à profit la situation de la vallée de la Ferghana pour installer des fabriques d'héroïne. Cette dernière est en effet à cheval sur trois frontières : Tadjikistan, Kirghizstan et Ouzbékistan.

Le Tadjikistan est en première ligne. Sa position géographique et le climat de guerre civile favorisent le trafic d'opium et d'héroïne produits par son grand voisin afghan.

Mais c'est le Turkménistan qui semble être devenu la principale voie empruntée par les grands réseaux. Le trafic de drogue plus que la production du pavot y apparaît comme une autre activité économique. Le Turkménistan est l'un des pivots dans ce domaine. Une grande partie de la drogue en provenance d'Afghanistan et d'Iran est acheminée par son

---

<sup>41</sup> Caspian Pipeline Consortium.

territoire, par la route de Türkmenbachi (autrefois Krasnovodsk), Bakou et Istanbul, avant d'être dirigée vers l'Europe occidentale, tandis qu'une autre filière la conduit vers la Russie. Le laxisme patent dans la lutte contre ce trafic s'explique par un manque de volonté et surtout des complicités de haut niveau. Contrairement au Tadjikistan, ce n'est pas la tension aux frontières qui est à l'origine de cette situation. Les autorités d'Achkhabad affichent une neutralité bienveillante à l'égard des talibans, maîtres de la zone frontalière entre les deux pays depuis la fin de 1995. Une des raisons est liée au projet de construction d'un pipe-line dont la compagnie américaine Unocal est le leader<sup>42</sup>. Si les trafiquants misent de plus en plus sur la route du Turkménistan, c'est que le transit des drogues en provenance des provinces du sud-est de l'Afghanistan par la Turquie via l'Iran, fait l'objet de violentes campagnes de répression de la part des forces de l'ordre iraniennes, alors que la route turkmène est beaucoup moins contrôlée.

La lutte s'organise cependant "officiellement". Les 19 et 20 octobre 2000 a ainsi eu lieu à Tachkent la conférence des ministres des cinq Etats d'Asie centrale sous le patronage de l'office de l'ONU pour le contrôle du trafic de drogue et la prévention du crime organisé ainsi que de l'OSCE. Des représentants de nombreux autres pays, dont les Etats-Unis, y ont assisté.

#### IV.1.2.2. Les structures sociales et l'organisation mafieuse

Traditionnellement, les villes d'Asie centrale sont découpées en mahallas<sup>43</sup>. Structure de base de l'organisation urbaine, ces quartiers sont peuplés de gens qui se sont regroupés par affinité de parenté ou de clientèle. C'est à l'intérieur que se multiplient, en toute impunité, les "maisons d'affaires" du réseau mafieux.

A partir de la mahalla, socle de tout le système, s'élève une pyramide qui monte jusqu'aux plus hauts sommets de l'Etat. Il existe actuellement en Ouzbékistan trois grandes pyramides connues de toute la population. La guerre des gangs sévit. Les puissantes mafias ouzbèkes interviennent également au-delà de leurs frontières, mettant à profit la porosité de ces dernières.

En Asie centrale, comme dans le reste du monde, il est difficile de séparer l'argent de la drogue de celui des autres activités criminelles ou illégales. Le secteur le plus

---

<sup>42</sup> La création des Talibans en 1994 par le Pakistan avec l'appui des Etats-Unis (et sans doute des financements d'Unocal) avait pour but de garantir la route vers le Turkménistan menacée par différents commandants.

<sup>43</sup> Quartiers de maisons basses aux rues agrémentées de jardinets et d'arbres fruitiers.

important du blanchiment concerne celui des privatisations là où elles sont menées à bien. Ainsi, l'Ouzbékistan s'est gravement corrompu avant d'avoir eu le temps de se réformer.

Au Kazakhstan, les privatisations massives ont été en outre l'occasion d'opérations de blanchiment, particulièrement dans le nord du pays où le rachat des grandes fermes céréalières a été fait par les différentes mafias de la CEI, en particulier tchéchènes. Les Tchétchènes, qui ont toujours constitué une diaspora marchande dans ce pays, se concentrent autour de la ville d'Astana, nouvelle capitale du pays. Cette petite ville s'est ainsi couverte de chantiers et la multiplication d'entreprises commerciales dans le contexte économique difficile que connaît le Kazakhstan ne peut s'expliquer que par l'afflux d'argent sale provenant notamment du trafic de drogue.

Au Turkménistan, les privatisations se sont faites au contraire avec prudence. Au Tadjikistan, la guerre civile larvée a freiné les réformes économiques et cette situation a permis à certains groupes liés au trafic de drogues de s'emparer des postes économiques importants. Une ligne aérienne relie quotidiennement la capitale à la zone franche de Trazbon en Turquie permettant ainsi de blanchir l'argent dans des biens de consommation ou d'équipement.

## IV.2. Les enjeux géostratégiques

### IV.2.1. Influence de la Russie

La Russie reste dans la zone un acteur important et est même pour certains Etats un partenaire incontournable. Cependant, contrairement à ce qu'elle espérait, sa "sphère d'influence" n'est plus qu'un mythe et les positions russes dans la région sont de plus en plus contestées. Dans certaines parties de son ancien empire, elle n'est plus qu'un acteur parmi d'autres. Ainsi, l'Ouzbékistan est sorti en février 1999 du pacte de sécurité de la CEI<sup>44</sup>.

La CEI<sup>45</sup> aurait pu être l'instrument d'une intégration sur de nouvelles bases de l'espace anciennement soviétique comme le souhaitait la Russie. Malgré de nombreuses initiatives, la CEI n'a acquis aucune crédibilité et l'expérience communautaire s'est rapidement avérée décevante. La Russie poursuit son objectif d'intégration mais en Asie

---

<sup>44</sup> Ce pacte avait été signé à Tachkent en 1992.

<sup>45</sup> La Communauté des Etats indépendants fut créée le 8 décembre 1991.

centrale, elle n'est suivie que par le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan qui ont des difficultés à conforter leur souveraineté.

On peut en particulier se demander si le Kazakstan pourra résister aux pressions des Russes. Comme il l'a été souligné, la minorité russe y est très importante et concentrée<sup>46</sup>. Wanda Dressler<sup>47</sup> rappelle cette prégnance russe. Une première vague de colons arriva en 1895 après l'abolition de l'esclavage en Russie et ce fut le début de la restructuration socioculturelle de la population du Kazakhstan, la politique russe puis soviétique affectant profondément sa structure démographique. Ainsi, les Kazakhs ne représentaient plus que 29 % de la population totale en 1959 contre 92 % au milieu du XVIII<sup>ème</sup> siècle au début de la colonisation! Les populations russes sont fortement concentrées dans le nord du pays d'où les craintes d'une sécession de ces provinces. De plus, les jeunes Kazakhs nourrissent une certaine rancune à l'encontre des Russes (et des non-Kazakhs en général), accusés de s'être appropriés les ressources du pays : en 1984, les cinq républiques d'Asie centrale ne représentaient que 4,1% du produit total des machines et équipements de l'URSS.

Une question importante et non résolue est celle de la double nationalité dans la société du Kazakhstan. Le gouvernement a longtemps hésité à donner aux Russes le droit d'être à la fois citoyens kazakhs et russes. En octobre 1995, un décret du président Nazarbaev a rejeté la notion de double nationalité. Sa position est fondée sur le fait que son pays est un Etat multiethnique où les Russes sont des citoyens égaux. Il y a en effet d'autres groupes minoritaires et une raison logique et éthique impose donc de ne pas faire de concession envers un unique groupe. Cependant, la communauté russe au Kazakhstan est un cas particulier en raison de sa taille, de sa localisation géographique et des relations particulières entre les deux Etats. Une solution exceptionnelle pourrait donc être trouvée.

Le déclin de la Russie en Asie centrale s'est accéléré en raison de l'attention que Moscou a continué de porter au facteur militaire au détriment de l'économique. En particulier, la Russie a cherché à obtenir le maintien de bases militaires sur le territoire et la signature d'un accord de défense lui permettant entre autre de stationner ses gardes frontières sur les frontières extérieures de la CEI, c'est à dire celles de l'ex-URSS<sup>48</sup>. Ce

---

<sup>46</sup> Voir la carte en annexe.

<sup>47</sup> Dans *Le second printemps des nations*, Bruylant, Bruxelles, 1999.

<sup>48</sup> La doctrine militaire de la Russie stipule que "toute violation des droits des citoyens russes et des personnes qui s'identifient elles-mêmes avec la Russie ethniquement et culturellement dans les ex-républiques de l'Union peut devenir une sources sérieuse de conflit".

dernier concept est récusé par la plupart des Etats concernés. Le Turkménistan et l'Ouzbékistan ont refusé le maintien de gardes frontières russes en février 1995. Au Kazakhstan, Moscou maintient environ 15 000 hommes, au Tadjikistan 20 000 militaires de la 201<sup>ème</sup> division.

Dans le domaine économique et commercial, la Russie n'a pas su acquérir une nouvelle crédibilité et sa politique a eu pour effet d'encourager les Etats qui en ont les moyens à se tourner vers des acteurs extérieurs à la zone. Le Kazakhstan est actuellement le seul pays de la région à compter dans le commerce extérieur russe<sup>49</sup>. Dans une moindre mesure, le Kirghizstan est aussi dépendant de Moscou. Pour les trois autres républiques, ce n'est plus qu'un partenaire parmi d'autres.

Les évolutions dans la région de la Caspienne confirment l'érosion des positions économiques russes. Moscou y est encore présent mais a perdu sa position dominante dont elle jouissait et surtout, elle ne contrôle plus les voies d'évacuation qui sont, comme on l'a noté, l'un des enjeux majeurs de la région. Sachant que l'oléoduc passant par le territoire russe (aboutissant à Novorossiisk) ne sera pas unique, elle tente d'obtenir qu'il soit la principale voie d'évacuation essayant de discréditer et d'entraver l'option turque.

La Russie n'est donc pas parvenu à reconstruire autour d'elle un espace international spécifique au sein duquel elle aurait pu garder une position dominante. Les évolutions ne sont pas terminées et il est probable que la levée de l'embargo à l'encontre de l'Iran ne fera qu'accélérer le découplage des républiques d'Asie centrale avec Moscou.

#### IV.2.2. Les intérêts américains

La politique des Etats-Unis dans la région s'inscrit dans le cadre d'une stratégie à l'échelle mondiale. Les objectifs n'ont pratiquement pas changé depuis la fin de la guerre froide. Il s'agissait alors d'endiguer l'expansion soviétique en Eurasie<sup>50</sup> en tissant des liens politiques, militaires et économiques avec les pays proches de l'URSS et du bloc soviétique et en assurant une présence militaire importante dans les zones stratégiques. C'est ce qu'on a appelé la politique de containment. Aujourd'hui, les Américains veulent éviter qu'un Etat ou une coalition d'Etats ne vienne dominer la zone eurasiatique. C'est une tâche beaucoup plus difficile.

---

<sup>49</sup> En 1997, il était son cinquième fournisseur et son quatorzième client.

<sup>50</sup> Vaste zone s'étendant de Lisbonne à Vladivostok.

L'Asie centrale joue dans ce domaine le rôle de pivot géostratégique. Par sa configuration, elle permet de contrôler l'accès aux régions et aux ressources géopolitiquement importantes. Elle se trouve en effet à un carrefour stratégique avec au nord la Russie, au sud l'Iran, à l'est la Chine, et à l'ouest la Turquie et la mer Caspienne avec ses gisements d'hydrocarbures.

Bien que les nouvelles républiques d'Asie centrale n'aient pas cherché à devenir indépendantes de Moscou en 1991, un retour de ces anciennes républiques soviétiques dans une union politique quelconque dont la Russie serait évidemment le centre, est inacceptable. Le rôle des Etats-Unis est donc de renforcer la résistance des nouvelles républiques aux pressions russes. Ils recherchent par conséquent la stabilité de la région. A l'exception du Tadjikistan, cette stabilité règne depuis 1991 mais de nombreux défis sont à relever : difficultés économiques, corruption, problèmes ethniques et sociaux et trafic de drogue. Les Américains ont donc des priorités : identifier et combattre les sources internes et externes d'instabilité, tout en encourageant la stabilité et la prospérité à long terme.

Quatre objectifs se dessinent : la réforme des institutions politiques et économiques et la promotion de l'économie de marché, la résolution des conflits, la coopération militaire et l'énergie avec la création d'un couloir de transport est-ouest.

Les efforts américains pour encourager les réformes politiques et économiques ont été en grande partie contrariés par les dirigeants d'Asie centrale qui ont mis en place des régimes autoritaires. Les Etats-Unis ont donc concentré leurs efforts et encouragé les toutes jeunes démocraties et le secteur privé en lançant des programmes pour former des enseignants, des entrepreneurs, des juristes, des étudiants, etc. Ces programmes sont censés préparer le terrain pour des réformes à la source même.

Pour résoudre les conflits qui surgissent entre les républiques d'Asie centrale et en leur sein même, c'est sous les couleurs de l'OSCE<sup>51</sup> que les Etats-Unis œuvrent. Cela a été le cas pour le processus de paix au Tadjikistan. Ces efforts ont été payants car il n'y a pas, à l'heure actuelle, de conflit armé en Asie centrale.

La coopération militaire est l'un des aspects les plus notables de la politique américaine dans la région. Elle vise à montrer la puissance militaire américaine, à contribuer à rattacher la zone à l'Ouest grâce aux structures de sécurité occidentales, à accroître les capacités de défense de ces pays, à bien évidemment éviter que les jeunes républiques ne s'appuient sur la Russie et enfin à assurer une présence sur place pour la

---

<sup>51</sup> Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

défense des intérêts énergétiques américains. Après avoir invité les républiques asiatiques à adhérer à l'OSCE, on les a ainsi incitées à se rapprocher de l'OTAN en les accueillant au sein du CCNA<sup>52</sup> et dans le Partenariat pour la paix<sup>53</sup>. C'est dans ce cadre que les Etats-Unis ont commencé à organiser chaque année des manœuvres de maintien de la paix avec plusieurs pays d'Asie centrale. Parallèlement, Washington entretient des contacts bilatéraux avec plusieurs républiques, en particulier l'Ouzbékistan.

Enfin, pour ce qui concerne l'énergie, les responsables politiques américains se sont empressés de déclarer que le pétrole du bassin caspien n'était pas leur principale motivation pour intervenir dans la région. Cependant, il est évident que c'est lui et non pas un quelconque objectif géostratégique qui a poussé les Etats-Unis à s'impliquer et à défendre en Asie centrale leurs intérêts. L'exploitation du pétrole de la Caspienne n'est pas une fin en soi mais un élément de la stratégie américaine qui vise un objectif plus ambitieux : rester l'acteur principal et incontournable de la région.

Malgré les programmes destinés à encourager la démocratisation et à réformer l'économie, les Etats-Unis ont clairement décidé de soutenir des régimes autoritaires qui sont en fait les gages de la stabilité de la région. Cette stabilité est essentielle si l'on veut que l'exploitation des ressources de la Caspienne soit plus efficace.

Une autre conséquence néfaste de la politique étrangère américaine dans la région est la façon dont on traite l'islam. La plupart des dirigeants d'Asie centrale voient dans le fondamentalisme une menace contre leur régime, crainte reliée par Washington. On a cependant vu que si la pratique a de toute évidence augmenté depuis les indépendances de 1991, il faut plus y voir une redécouverte de l'identité chez les peuples d'Asie centrale qu'une résurgence du fanatisme. Washington doit donc comprendre que l'islam fait partie de l'identité de ces peuples, et que l'appui systématique au gouvernement se montrant hostile à la première organisation politique qui fait mine d'être islamique, risque d'avoir l'effet inverse de celui désiré.

Les Etats-Unis doivent donc penser leur action à long terme : pour jouer un rôle positif dans l'équilibre géopolitique du continent, l'Asie centrale doit être véritablement

---

<sup>52</sup> Conseil de coopération nord-atlantique. Fondé en décembre 1991, il a pour but d'instaurer un dialogue assurant la sécurité entre les membres de l'OTAN à part entière et ses partenaires d'Europe centrale, d'Europe de l'Est et ceux issus de l'URSS.

<sup>53</sup> Créé en janvier 1994.

indépendante et stable. Cela ne sera possible qu'après le départ des dirigeants politiques actuellement en place.

#### IV.2.3. Vers un retour de la Turquie?

L'effondrement de l'URSS et la proclamation des républiques du Caucase et d'Asie centrale semblaient pouvoir lever le principal obstacle que les rêves panturcs trouvaient sur leur chemin. En effet, les peuples d'Asie centrale sont d'origine turque et à l'exception des Tadjiks, ils parlent des langues proches voire similaires du turc moderne. Sur le plan religieux, ils sont pour la plupart sunnites et le rôle des confréries y est central, comme pour l'islam turc. Un grand nombre d'observateurs s'attendaient donc à ce que la Turquie joue un rôle important dans la nouvelle configuration régionale.

Le pantouranisme<sup>54</sup> est un concept que la Turquie kémaliste a toujours rejeté et combattu - même si elle s'est beaucoup appuyée sur le nationalisme pour la formation du jeune Etat-Nation turc - au nom du fameux principe kémaliste : "Paix dans le pays, paix dans le monde".

Alors qu'en 1923, Kémal Atatürk jette les bases d'une république sur le modèle européen et renonce au panturquisme<sup>55</sup>, en URSS, Staline élimine Sultan Galiev fondateur du sultangaliévisme. Celui-ci avait pour but de créer un Etat touranien musulman associé à l'ex-empire russe dans une lutte commune contre l'impérialisme. Son fondateur, un communiste tatar, ainsi que ses adeptes, ont été accusés de nationalistes, de pantouranistes, d'islamistes ou de panislamistes puis éliminés de l'appareil d'Etat avant d'être physiquement "liquidés".

Dès la dissolution de l'URSS, la Turquie a immédiatement reconnu l'indépendance des républiques turcophones. Elle a apporté son concours à l'insertion rapide de ces républiques dans les organisations internationales et régionales. Elle a aussi apporté une aide multiforme non négligeable pour l'ouverture des représentations des républiques turcophones dans différents pays dans le monde. Le 24 janvier 1992, elle a instauré la TIKA (Agence Turque de Coopération Internationale) rattachée au Ministère des Affaires Etrangères afin de réguler et de coordonner l'ensemble des actions politiques, économiques et culturelles avec les républiques turcophones. La Turquie a signé avec celles-ci plusieurs

---

<sup>54</sup> Mouvement né à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, fondé sur l'idée d'une unité des langues ouralo-altaïques et visant à unifier les peuples turcs, tatars et ouraliens vivant en Turquie et en Eurasie.

<sup>55</sup> Mouvement politique visant à unifier tous les peuples de langue turque. Il fut fondé à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle en Crimée contre la domination tsariste.

centaines de protocoles et d'accords à la fois bilatéraux et multilatéraux, dont les premiers étaient relatifs au domaine culturel afin de ménager la Russie inquiète du rapprochement des Etats turcophones. La Russie a d'ailleurs accueilli avec froideur la réunion historique des chefs d'Etat des pays turcophones d'Asie à Ankara, le 31 octobre 1992. Par la suite, ces accords, traités et protocoles, ont été élargis progressivement aux autres domaines, en particulier au domaine économique.

Aujourd'hui, les jeunes républiques d'Asie centrale sont cependant prêtes à recevoir toutes les aides et à s'engager dans toutes les ouvertures qui se présentent mais elles tiennent à leur indépendance et refusent toute véritable intégration économique. La Turquie a déçu par ses trop modestes capacités d'investissements qui sont, en dehors du secteur hôtelier, relativement faibles. En outre, le sentiment de supériorité affiché par les responsables turcs dans leurs contacts avec leurs interlocuteurs d'Asie centrale a été mal perçu par ceux-ci, qui n'entendent nullement placer leurs pays sous protectorat turc.

Ainsi, les jeunes Etats indépendants recherchent surtout une aide économique et technologique de la part des pays les plus développés et la Turquie n'est pas le plus attractif.

Revenue de ses ambitions, la Turquie joue donc un rôle discret mais significatif, et de long terme. Elle souhaite inscrire son influence dans la durée et mise notamment sur les contacts avec les petites et moyennes entreprises.

De plus, les élites turques sont fondamentalement attachées à l'intégration de leur pays au sein de l'Union européenne et c'est leur priorité. La longue marche du peuple turc s'est historiquement toujours dirigée vers l'ouest et cela ne devrait pas être remis en cause.

En revanche, la Turquie pourrait être un mandataire de la politique occidentale vers l'Asie centrale. Ainsi, si les grandes sociétés occidentales ne "sous-traitent" pas aux Turcs leur pénétration du marché centre-asiatique, Ankara est néanmoins considérée, notamment par les Américains, comme un relais utile susceptible de favoriser la promotion des intérêts américains dans la région.

## Conclusion

Certains observateurs estiment que les Etats d'Asie centrale n'ont pas recherché leur indépendance à tout prix en 1991. Celle-ci est arrivée, sans avoir été forcément, ou fortement, souhaitée. La réaction des gouvernements d'Asie centrale durant l'été 1991, au moment du putsch, tend à accréditer cette thèse. C'est l'ancienne nomenklatura qui est actuellement au pouvoir et non pas les dissidents de l'époque soviétique. Aujourd'hui, l'indépendance est désormais acquise, et même si on ne peut le qualifier dix ans plus tard qu'encre inachevé, le processus de "découplage" entre la Russie et l'Asie centrale est bien avancé et semble irréversible. Les relations entre les Etats, autrefois colonisés et la Russie restent néanmoins complexes, tant sur le plan politique ou économique que militaire.

Dans le domaine politique, chacun des Etats de la région est à présent doté d'une constitution et d'institutions politiques totalement souveraines.

On assiste de plus à l'émergence d'une souveraineté économique et l'affirmation de celle-ci s'est manifestée tout d'abord par une réorientation des échanges qui diminue progressivement le poids de la Russie, les républiques d'Asie centrale se tournant résolument vers des pays hors zone CEI. La mise en place de monnaies nationales a en particulier constitué une étape supplémentaire et décisive dans la perte d'influence de la Russie.

L'affirmation progressive de l'identité culturelle, malgré le grand nombre de minorités dans chaque pays, au détriment de la Russie, constitue enfin un pas déterminant dans le découplage avec l'ancien colonisateur.

Avec la disparition de l'URSS, on présentait l'Asie centrale comme une "poudrière". Il apparaît cependant que les principaux facteurs d'instabilité que l'on recensait en 1991 ne se sont pas révélés aussi importants que prévus : les régimes politiques évoluent lentement et de manière différenciée, mais assurent, du moins à court terme, une certaine continuité politique. Celle-ci n'en comporte pas moins, pour l'avenir des éléments de fragilité. La deuxième crainte venait du fait que ces républiques sont musulmanes avec des voisins potentiellement dangereux : Iran, Pakistan et Afghanistan.

Concernant les régimes en place, il faut constater que l'on est loin de démocraties comme celles du monde occidental. La concentration du pouvoir exécutif aux mains du chef de l'Etat et un parlementarisme de façade caractérisent les régimes politiques en place. Ils en résultent des possibilités d'instabilités potentielles.

En premier lieu, il y a le problème des successions. La plupart des chefs d'Etat, issus du régime soviétique ont prolongé leur mandat par référendum ou par des élections dont la régularité est souvent douteuse. Cette personnalisation du pouvoir est d'autant plus problématique en terme de continuité politique que les entourages des différents chefs de l'Etat sont soumis à des changements fréquents et parfois soudains. Enfin, les factions régionalistes ou tribales et l'appareil d'Etat sont sources de nombreuses frictions.

De plus, force est de constater que l'insatisfaction de la population se développe, et peut, à moyen terme, fragiliser le pouvoir personnel des chefs d'Etat. Il apparaît excessif de parler de "paix sociale menacée", mais il faut souligner l'importante détérioration des conditions de vie de la population.

Il ne semble pas qu'il y ait un réel danger de dérive fondamentaliste que l'on aurait pu craindre en raison des voisins iranien, pakistanais et afghan. Cependant, l'Afghanistan reste la principale source de déstabilisation de la région. Il n'est donc pas étonnant que les Etats de la région cherchent à mettre leurs querelles en sourdine et à organiser la riposte commune au danger venant du sud. Ainsi en septembre 2000, un accord d'assistance réciproque dans le domaine militaire et technique a été signé entre l'Ouzbékistan et le Kirghizstan. Il prévoit en particulier la possibilité d'opérations conjointes contre les bandes armées. La Russie porte également une attention toute particulière à ce problème. La situation reste complexe et floue. Elle est dominée par deux tendances contradictoires: celle de l'affrontement avec l'islam fondamentaliste qu'incarnent les Talibans et les tentatives d'engager le dialogue avec eux pour limiter les dégâts de l'extrémisme religieux, du terrorisme international et du trafic de drogue dont l'Afghanistan devient le principal foyer. Le proche avenir dira laquelle prendra le dessus.

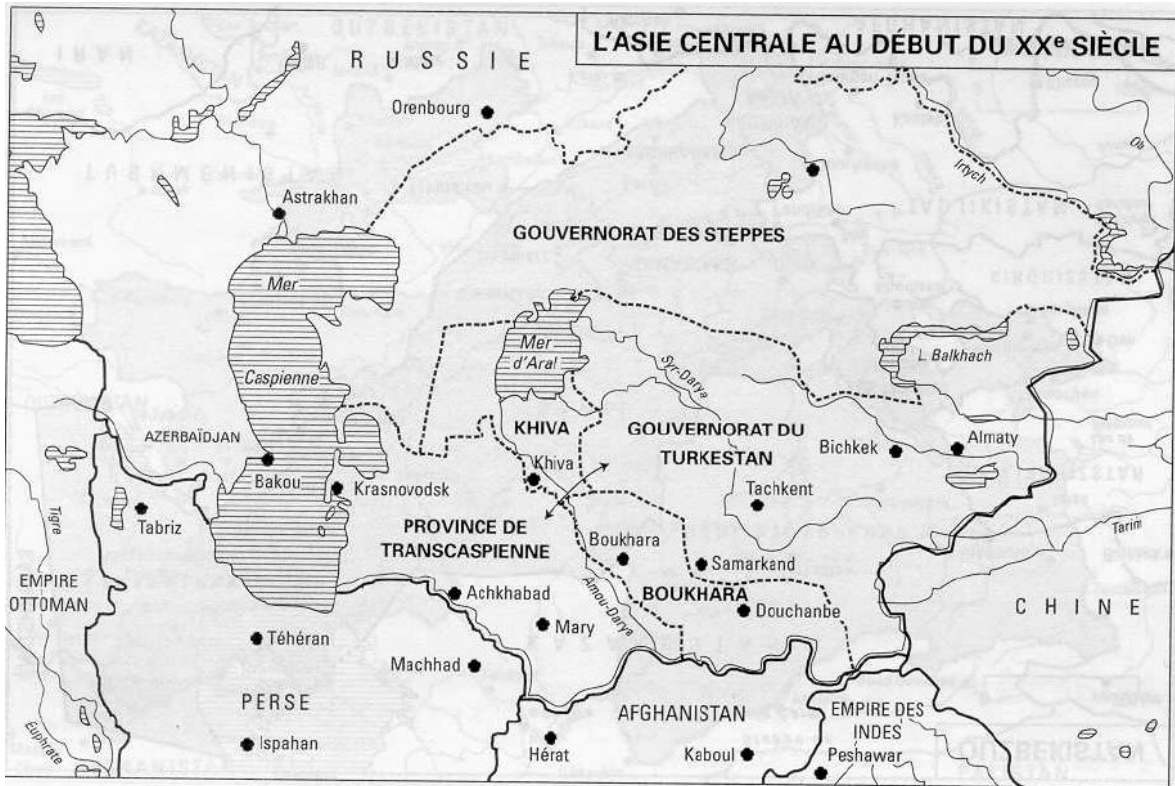
La richesse du potentiel économique de l'Asie centrale est une réalité et c'est de l'économie que pourrait venir à terme la possibilité d'un véritable développement démocratique. Celle-ci attire d'ailleurs, à des degrés divers, les Etats-Unis, l'Europe et les pays limitrophes de la région, qui en ont mesuré les enjeux. En effet, à côté d'importantes ressources énergétiques qui sont un atout indéniable, l'Asie centrale possède également des ressources minières importantes et diversifiées.

Loin d'une issue explosive que l'on aurait pu craindre, les républiques ex-soviétiques d'Asie centrale ont donc de précieux atouts. Ces derniers ne pourront cependant véritablement éclore que lorsque les Etats pourront pleinement se développer et s'ouvrir, c'est à dire lorsque les dirigeants, anciens apparatchiks, auront été renouvelés et démocratiquement élus.

## Annexes

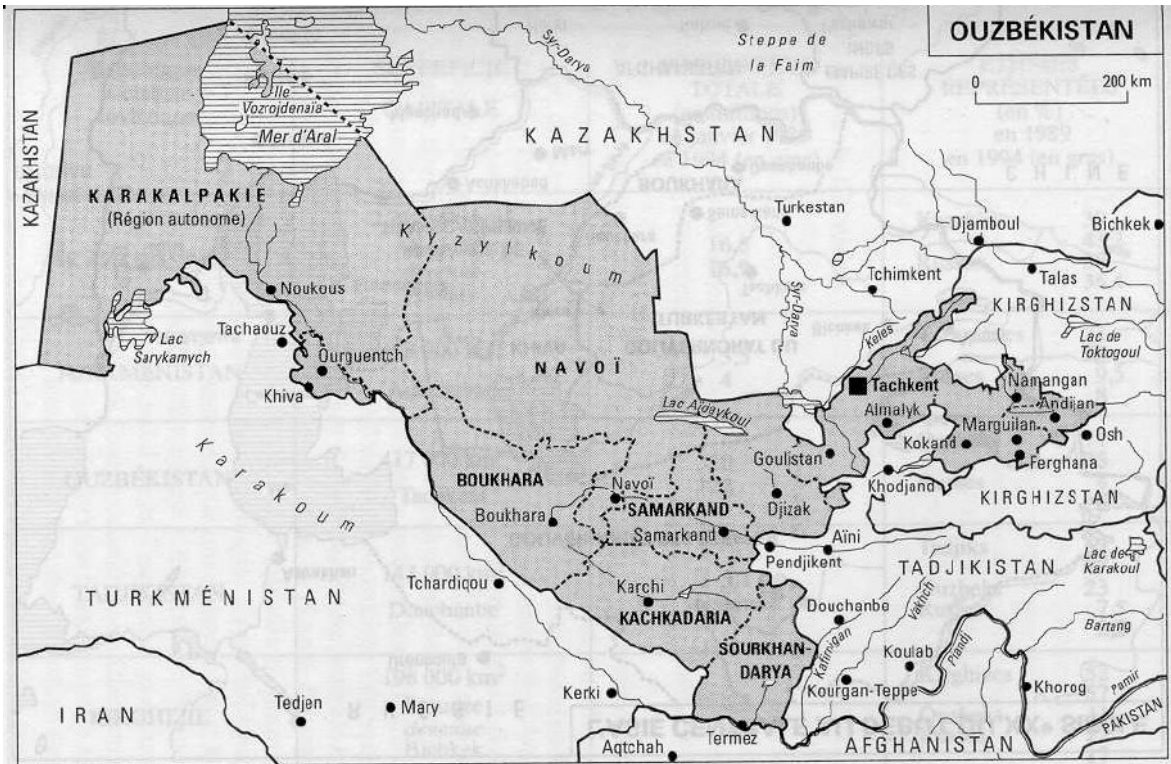
	SUPERFICIE CAPITALE	POPULATION	CHEF D'ETAT	ETHNIES REPRESENTEES
KAZAKHSTAN	2 717 300 km <sup>2</sup> Astana	16 319 000	N. Nazarbaiev (depuis décembre 91)	Kazakhs: 44,3 % Russes: 35,8 % Ukrainiens : 5,1 % Allemands : 3,6 % Ouzbeks : 2,2% Tatars : 2 % Ouïgours : 1,1%
KIRGHIZTAN	198 500 km <sup>2</sup> Bichkek	4 643 000	A. Akaev (depuis le 31/8/91)	Kirghizes : 52,4 % Russes : 21,5 % Ouzbeks : 12,9 %
OUZBEKISTAN	447 400 km <sup>2</sup> Tachkent	23 574 000	I. Karimov (depuis le 1/9/91)	Ouzbeks : 71,4 % Russes : 8,3 % Tadjiks : 4,1%
TADJIKISTAN	143 100 km <sup>2</sup> Douchanbe	6 015 000	I. Rahmonov (depuis le 25/12/92)	Tadjiks : 62,3 % Ouzbeks : 23,5 % Russes : 7,6 %
TURMENISTAN	488 100 km <sup>2</sup> Achkhabad	4 309 000	S. Nyazov (depuis le 27/10/91)	Turkmènes: 77,0 % Ouzbeks: 9,2 % Russes: 6,7 % Kazakhs: 2,2 %

Données de 1994/1996

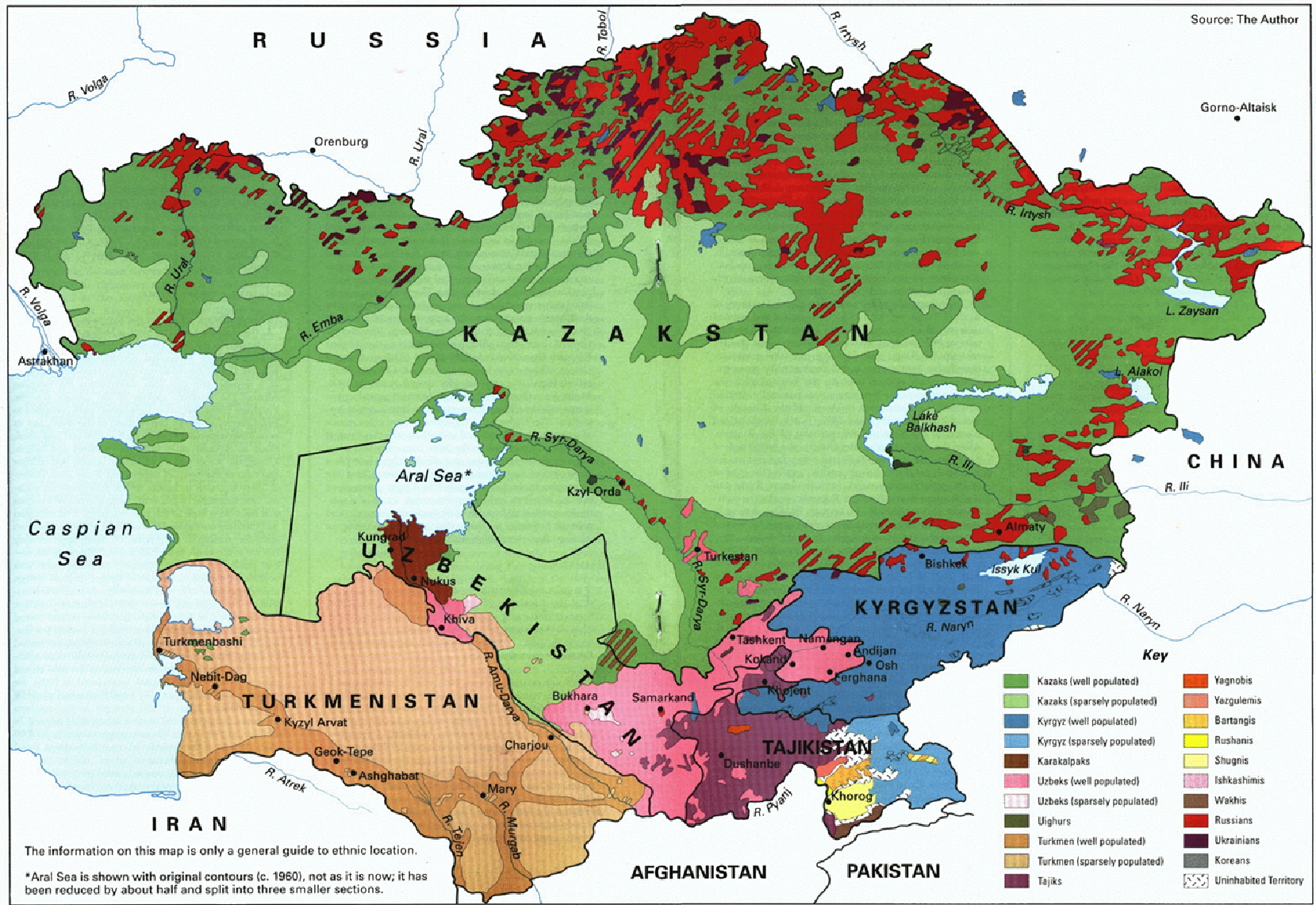


\* Les cartes sont extraites du livre d'Olivier Roy, La nouvelle Asie centrale, références dans la bibliographie.





# ETHNIC COMPOSITION OF CENTRAL ASIA



Carte extraite de AKINER Shirin, Central Asia : conflict or stability and development?, Minority Rights Group, Londres, 1997.

## Bibliographie

### Ouvrages généraux :

FOURNIAU Vincent, Histoire de l'Asie centrale, Presses Universitaires de France, Paris, 1994.

Observatoire des Etats post-soviétiques, De l'U.R.S.S. à la C.E.I., 12 Etats en quête d'identité, Ellipses, Paris, 1997.

ROUX Jean-Paul, L'Asie centrale, Fayard, Paris, 1997.

ROY Olivier, La nouvelle Asie centrale, Seuil, Paris, 1997.

Hérodote (revue n°84), Le cercle de Samarcande, La Découverte, Paris, 2<sup>ème</sup> trimestre 1997.

CAGNAT René, La rumeur des steppes, Payot, Paris, 1999.

DRESSLER Wanda, Le second printemps des nations, Bruylant, Bruxelles, 1999.

### Articles :

JAWAD Nassim et TADJBAKHS SHahrbanou, Tadjikistan : a forgotten civil war, Minority Rights Group, Londres, 1995.

AKINER Shirin, Central Asia : conflict or stability and development?, Minority Rights Group, Londres, 1997.

DOMBROWSKY Patrick, "Un nouvel espace stratégique : l'Asie médiane" in Défense nationale, juin 1998.

GHEBALI Victor-Yves, "Le rôle de l'OSCE. en Asie centrale ex-soviétique" in Défense nationale, novembre 1998.

DE TINGUY Anne, "La Communauté des Etats indépendants a-t-elle encore un avenir ?" in Défense nationale, août 1999.

VANER Semih, "Le Turkménistan : pouvoir personnel et ressources énergétiques" in Défense nationale, août 1999.

La revue internationale et stratégique (revue n°34), L'Asie centrale : vers un nouveau "grand jeu" ?, Presses Universitaires de France, Paris, 1999.

ROUBINSKI Youri, "Les Etats de l'Asie centrale face aux problèmes de l'islamisme" in Géopolitique, décembre 2000.

Divers :

Rapport d'information du Sénat n°412, Mission effectuée au Kazakhstan, en Ouzbékistan et au Turkménistan, 1997.

Site internet :

<http://www.eurasianet.org>

## Table des matières

Introduction .....	4
Partie I : Aperçu historique .....	6
I.1.    L'Asie centrale avant l'implantation de la Russie.....	7
I.1.1. L'Asie centrale pré-islamique .....	7
I.1.2. La naissance de la civilisation islamique en Asie centrale .....	8
I.1.3. Le tournant du monde moderne .....	8
I.2.    La période russe puis soviétique.....	9
I.2.1. La conquête russe.....	9
I.2.2. La soviétisation de l'Asie centrale .....	10
I.2.3. La politique des nationalités.....	11
I.3.    L'affirmation nationale .....	12
Partie II : Etat des lieux actuel.....	12
II.1.    L'accès à l'indépendance .....	12
II.2.    Aperçu général des nouvelles républiques.....	13
II.2.1. Le Kazakhstan.....	14
II.2.2. Le Kirghizstan.....	15
II.2.3. L'Ouzbékistan .....	16
II.2.4. Le Tadjikistan.....	17
II.2.5. Le Turkménistan.....	17
Partie III : L'islam.....	18
III.1.    Une empreinte inégale .....	19
III.2.    L'islam de la période soviétique.....	20
III.3.    Situation actuelle .....	21
III.4.    Vers une radicalisation islamiste ? .....	21
Partie IV : Un nouveau champ d'affrontement des grandes puissances .....	23
IV.1.    Les enjeux économiques .....	23
IV.1.1. L'économie des ressources énergétiques.....	23
IV.1.2. Des économies parallèles : drogue et mafias .....	28
IV.2.    Les enjeux géostratégiques .....	31
IV.2.1. Influence de la Russie .....	31
IV.2.2. Les intérêts américains.....	33
IV.2.3. Vers un retour de la Turquie?.....	36

Conclusion.....	38
Annexes .....	40
Bibliographie .....	45